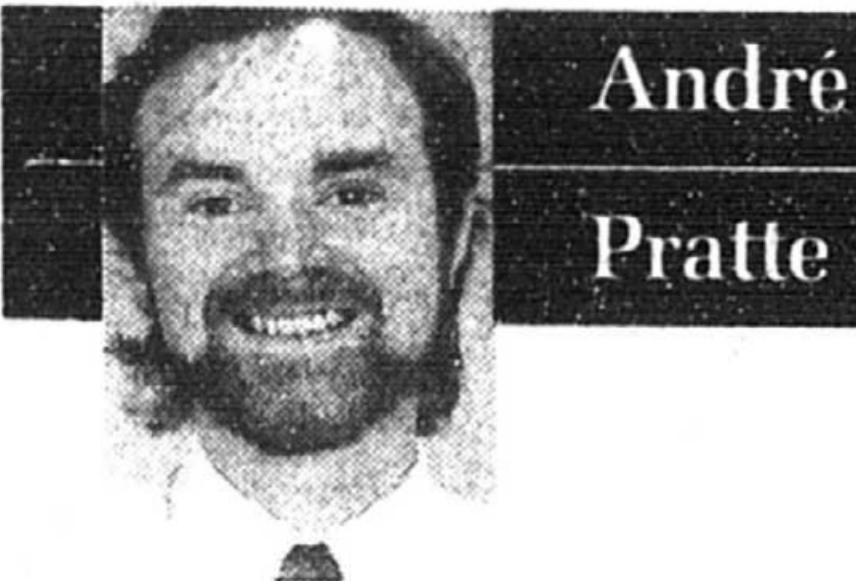
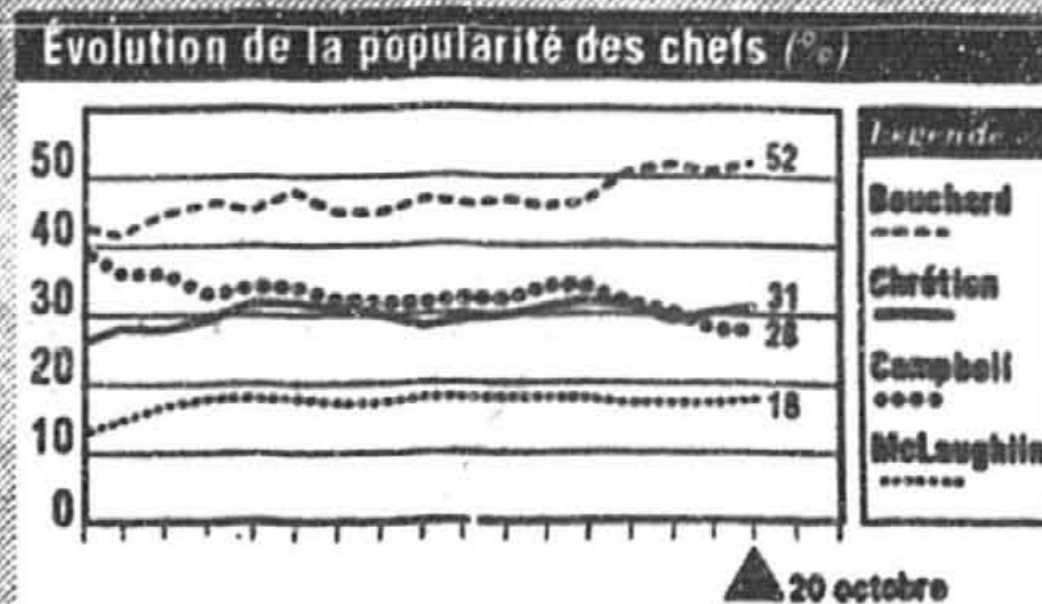
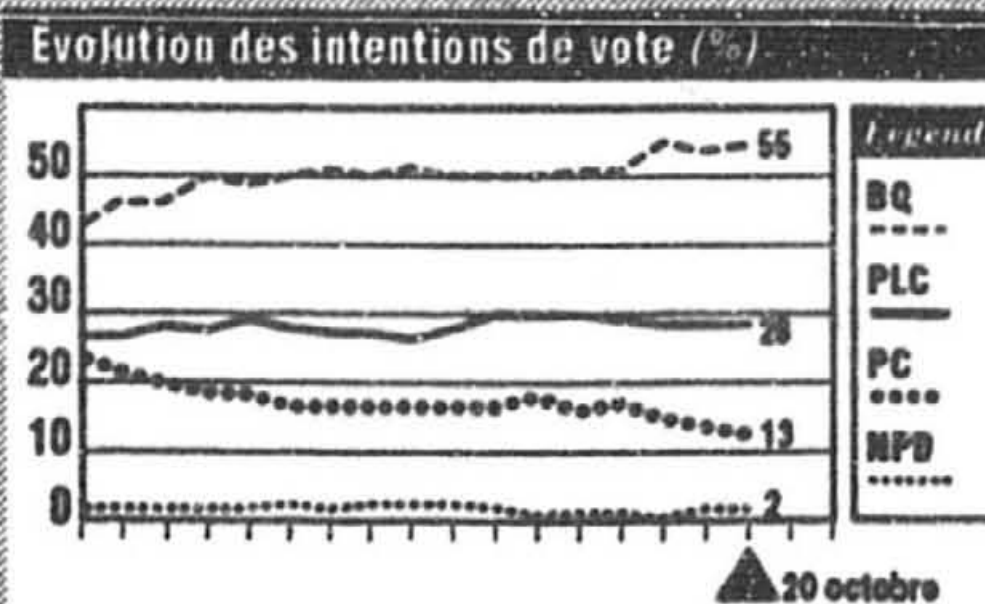


Intentions de vote au Québec (%)

	16 oct	17 oct	18 oct	19 oct	20 oct
Bloc québécois	51	51	55	54	55
Parti libéral	30	29	28	28	28
Parti conservateur	16	17	15	14	13
NPD et autres	3	3	2	4	4
Indécis	26	28	26	27	26
Ne votent pas et discrets	11	9	10	9	10



André Pratte

Le vrai Ouellet

Qui est André Ouellet? Pour ses chefs, pour son parti, il est ce qu'il fut pour son premier patron Guy Favreau, «un adjoint dont l'efficacité et le dévouement n'ont d'égal que le sens politique». Pour bien des Québécois par contre, il demeure «l'incarnation de l'insignifiance politique sur la scène fédérale» (Robert Bourassa, 1983).

Quand, au début des années 1980, j'ai eu l'occasion pour la première fois de jaser tranquillement avec M. Ouellet, je n'en suis pas revenu. Lequel était le vrai André Ouellet, l'homme intelligent, posé et cultivé avec qui je discutais, ou le champion tragi-comique des formules-chocs, l'indomptable pourfendeur de séparatistes qui faisait les délices des journalistes?

Nous nous sommes croisés plusieurs fois depuis ce temps; nous avons passé une demi-journée ensemble la semaine dernière; le mystère reste entier.

André Ouellet a 54 ans. Élu pour la première fois en 1967, à l'âge de 28 ans, il a été nommé ministre cinq ans plus tard, et est resté au cabinet jusqu'à la chute des libéraux en 1984, sauf pour un bref intermède. Dans les années 70, on a parlé de lui comme d'un candidat possible à la direction du parti. On a aussi mentionné son nom pour le leadership du Parti libéral provincial. Mais rien de cela ne s'est matérialisé. André Ouellet est resté le fidèle serviteur, celui qui accepte sans rechigner toutes les missions. On ne lui a jamais confié de portefeuille de premier plan, mais il est devenu l'un des principaux organisateurs du PLC.

Le député de Papineau-St-Michel s'est surtout fait connaître du public par ses déclarations à l'emporte-pièce. Il a déjà lancé, au sujet des indépendantistes québécois: «Dans n'importe quel autre pays, ils se seraient fait casser la gueule, ils se seraient fait emprisonner, et même dans plusieurs pays, ils se seraient fait fusiller!»

Parrain du projet de loi S-31, il a accusé la Caisse de dépôt de faire du «socialisme indirect». Au sujet d'un jugement rendu en faveur de trois compagnies de sucre, il a parlé de «honte» et remis en cause la compétence du juge, ce qui lui a valu d'être reconnu coupable d'outrage au tribunal. André Ouellet a aussi traité un député conservateur de «petit morveux», qualifié Joe Clark d'«immature et vacillant» et invité gentiment Robert Bourassa à «rester dans l'enseignement».

«Je me suis fait faire une image par les médias et par les péquistes», soutient-il aujourd'hui. Mais il est clair que celui qui a le plus contribué à cette perception, c'est André Ouellet lui-même.

Depuis quelques années, André Ouellet cherche à effacer les mauvais souvenirs qu'il a laissés durant le règne libéral. «J'ai muri avec le temps», confie-t-il.

Lui qui a longtemps annoncé les pires catastrophes dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté soutient maintenant: «Ça ne fait plus peur aux Québécois, les gros mots. Ce serait une erreur grave d'utiliser des arguments de ce type-là. Ce qu'il faudra faire s'il y a un référendum, c'est un débat de fond sur les tenants et aboutissants de la souveraineté.»

Parfois décrit comme un politicien sans idées, voire sans scrupules, André Ouellet affirme être au contraire un homme de principes. Il montre, accrochée à un mur de son bureau, une vieille affiche héritée d'une campagne électorale française. On y lit: «Quand on soigne les riches mieux que les pauvres, moi François Mitterrand, je dis que ce n'est pas juste!» «J'ai des convictions profondes, jure M. Ouellet. Je crois en la "société juste".»

André Ouellet veut aussi laisser l'impression d'un homme sans ambition, heureux au service de son parti. Mais certains propos trahissent des rêves plus grands. Des rêves déçus peut-être. Ainsi, ces remarques sur Jean Charest: «C'est incroyable l'importance qu'on lui donne! Il n'a même pas fait ses classes!»

C'est peut-être cette ambition secrète qui, en même temps que sa foi fédéraliste, le mène au-delà d'un éventuel OUI au référendum sur la souveraineté: «Il y aura de l'avenir pour les politiciens qui veulent réparer les pots cassés. Si je ne suis pas trop vieux, je jouerai un rôle important pour redonner un bon gouvernement au Québec...»

Note: Les propos et faits rapportés dans ce texte sont véridiques. Quant à la chronique d'hier...

Chrétien remplacerait la TPS par une taxe cachée

PHILIPPE DUBUISSON

Un gouvernement libéral pourrait respecter son engagement de remplacer la TPS en lui substituant une taxe nationale à la consommation qui serait incluse dans le prix des biens et services, donc invisible pour les consommateurs.

Cette taxe nationale intégrerait les présentes taxes fédérales et provinciales à la consommation. Jean Chrétien, qui poursuivait sa campagne électorale à Montréal, hier, a reconnu qu'il avait discuté du projet avec trois premiers ministres des provinces.

Il s'agit de Robert Bourassa ainsi que des premiers ministres du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, et de la Saskatchewan, Roy Romanow, ces deux derniers ayant confirmé cette information au quotidien Le Soleil.

Le chef libéral n'a toutefois pas voulu élaborer davantage lors d'un point de presse. «J'ai trois ou quatre bonnes idées que je ne vais pas partager avec vous. Je ne veux pas imposer quoi que ce soit aux provinces. Je ne suis fermé à rien», a-t-il dit.

Le programme électoral des libéraux prévoit le remplacement de la TPS par une taxe harmonisée à celle des provinces qui procurerait à Ottawa les mêmes recettes, soit 17,4 milliards pour l'exercice 1993-94. Mais M. Chrétien a toujours refusé de préciser ses intentions.

Un membre haut placé du Parti libéral a indiqué hier sous le couvert de l'anonymat à La Presse que «les provinces et les entreprises préfèrent une taxe invisible» à la TPS de 7 p. cent qui s'ajoute au prix de la plupart des biens et des services.

Le ministre du Revenu dans le gouvernement Bourassa, Raymond Savoie, confirme que la proposition de remplacer la TPS par une taxe cachée fait consensus. «Les gens croient alors qu'il n'y a aucune taxe, comme c'est le cas en Floride», a-t-il donné en exemple.

La TPS, introduite en janvier 1991 par les conservateurs, a remplacé l'ancienne taxe fédérale de vente, qui était appliquée aux manufacturiers et qui était incluse dans les prix des produits. Lors des débats à la Chambre des communes, les libéraux avaient alors fait pression pour que la TPS soit visible et s'ajoute au prix.

La première ministre et chef des con-

servateurs, Kim Campbell, a critiqué les intentions des libéraux, hier, soulignant que Jean Chrétien veut une taxe invisible pour ensuite pouvoir l'augmenter à sa guise pour financer ses promesses électorales.

Le prochain gouvernement fédéral, vraisemblablement formé par les libéraux, doit aussi renégocier avec les provinces dès l'an prochain les transferts fiscaux pour la péréquation, le financement des programmes établis (santé et éducation post-secondaire) et l'assistance sociale.

Selon le quotidien Le Soleil, les libéraux de Jean Chrétien ont l'intention de profiter de l'occasion pour proposer aux provinces un nouveau partage des champs fiscaux, notamment en ce qui a trait aux taxes à la consommation et à l'impôt sur le revenu pour simplifier la fiscalité aux pays.

De plus, les libéraux proposeraient que les transferts pour la santé et l'éducation soient remplacés par des points d'impôts. Actuellement, ces transferts sont versés en espèces et en points d'impôts.

Hier, les libéraux ont tenu leur plus important rallye de la campagne électorale au Québec au Palais des Congrès de Montréal. Devant environ 1200 personnes, Jean Chrétien a déclaré que si les Québécois veulent être représentés au gouvernement, ils devaient voter en faveur des candidats libéraux.

Évoquant sa visite en matinée à l'usine de Canadair à Ville-Saint-Laurent, M. Chrétien a indiqué qu'il avait contribué à la réussite de l'entreprise en 1978 alors qu'à titre de ministre dans le gouvernement libéral, il avait débloqué des crédits de 120 millions pour acquérir la licence des avions Challenger de la compagnie américaine Lear-Jet.

Le «vrai pouvoir», a-t-il enchaîné en faisant référence au slogan du Bloc québécois, «est au gouvernement. Si j'avais été dans l'opposition, j'aurais pu faire de beaux discours, des excellents discours. J'aurais même pu faire pleurer les gens, mais personne ne travaillerait aujourd'hui à Canadair».

«Et pour avoir des ministres au gouvernement, les Québécois doivent voter libéral», a-t-il lancé entouré des 40 candidats de la grande région de Montréal.

Il serait difficile d'évincer Bouchard

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Si Lucien Bouchard et le Bloc Québécois remportent davantage de sièges que le NPD, les conservateurs et le Reform Party lundi, il serait toujours possible, disent des experts, de le priver du titre de chef de l'opposition officielle, mais ce serait une entorse sans précédent aux conventions constitutionnelles.

Même si aucun texte de loi ne stipule en toutes lettres que le rôle d'opposition officielle et les importantes ressources financières et autres qui s'y rattachent vont automatiquement au parti qui gagne le deuxième plus grand nombre de sièges, la pratique à cet égard a valeur de règle.

«La constitution n'en traite pas mais ses conventions non-écrites sont très claires, explique le sénateur constitutionnaliste Gerald Baudouin. Il y a des conventions qui sont joliment importantes.» Cette opinion est également celle de juristes rattachés à la Chambre des communes.

Rien n'empêche qu'à trois jours du vote, le scénario du Bloc Québécois installé le rôle de l'opposition officielle hérisse de plus en plus des électeurs dans le reste du Canada.

Si Lucien Bouchard franchit le fil d'arrivée en deuxième place lundi soir, tout indique que la situation inusitée que son succès provoquera aux Communes constituera un problème épineux qui confrontera immédiatement le nouveau gouvernement.

À cet égard, plusieurs scénarios circulent déjà dans la capitale fédérale. Par exemple:

● Lucien Bouchard pourrait refuser le titre de chef de l'opposition officielle. Cela s'est fait en 1921. À l'époque, le Parti progressiste se voyait mal jouer l'opposition face aux libéraux et a volontairement cédé la place aux conservateurs. Le chef du Bloc a déjà indiqué qu'il n'envisageait pas de suivre cette voie. S'il le faisait, Lucien Bouchard se trouverait à donner sa place, soit au Reform Party, soit aux conservateurs. Le premier ne compterait aucune représentation québécoise, le second, prévoient les sondages, n'en comptera guère davantage.

● Si, comme prévu, il est au pouvoir, le Parti libéral pourrait tenter de s'entendre avec les trois autres partis fédéralistes pour mettre de côté les règles habituelles. L'opposition officielle serait alors confiée à une autre formation. Deux des trois autres partis pourraient même tenter de s'allier pour ce faire. Mais, ni les conservateurs, ni le NPD ne convoient de cohabiter aussi étroitement avec le Reform Party. En évinçant à la force du poignet le Bloc des banquettes de l'opposition officielle, un éventuel gouvernement Chrétien poserait pour sa part un geste dont les conséquences politiques au Québec pourraient être lourdes. Du coup, les libéraux placeraient à sa place un parti dont le Québec est absent. Ils feraient également le jeu du Bloc dont la présence à Ottawa vise notamment à illustrer les vices du système fédéral.

● Si le Bloc Québécois devance de peu le Reform Party lundi, une poignée de députés conservateurs pourraient être enclins à rejoindre les rangs réformistes pour les grossir. Preston Manning a déjà dit qu'il était prêt à accueillir des transfuges à condition que leurs électeurs soient généralement d'accord. Or, des députés conservateurs qui se «sacrifieraient» pour empêcher un parti souverainiste de devenir l'opposition officielle à Ottawa feraient vraisemblablement figure de héros dans leurs circonscriptions.

Sui cette formule donnait en bout de piste au Reform plus de sièges que le Bloc, la question ne se pose pas, disent les experts, Preston Manning plutôt que Lucien Bouchard dirigerait l'opposition officielle.

De tous les scénarios, le dernier est celui qui circule le plus dans la capitale fédérale.



Lucien Bouchard s'est entretenu avec Anne-Marie Dussault, hier, lors de l'enregistrement de l'émission «Droit de parole», à Radio-Québec.

Lucien Bouchard veut devenir chef de l'opposition, mais pas à Stornoway

MARIO FONTAINE

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a désormais pour objectif de devenir leader de l'opposition à Ottawa. Pour mieux défendre les intérêts du Québec, dit-il, pas pour s'installer à Stornoway, la résidence officielle à laquelle il aurait droit mais qu'il ne paraît pas disposé à habiter.

— Voulez-vous être chef de l'opposition?, lui a demandé hier Anne-Marie Dussault lors de l'enregistrement de l'émission «Droit de parole».

— «Oui, ça je le veux, a répondu M. Bouchard. Ce n'était pas le but du Bloc, mais si être chef de l'opposition officielle donne plus de pouvoirs au Québec, oui je le veux si les Québécois décident que je le suis.»

Jusqu'à présent, le leader souverainiste refusait de répondre directement à cette question. Cependant, comme l'effondrement du Parti conservateur rend cette hypothèse plausible, non seulement M. Bouchard se ravise-t-il mais il pare déjà les coups. Des députés du Canada anglais contestent en effet, depuis quelques jours, le droit d'un leader souverainiste de représenter l'opposition d'un pays dont il espère s'affranchir. Ces politiciens ne reflètent pas la tradition cana-

dienne, rétorque le chef du Bloc. C'est la démocratie électorale qui décide, fait-il valoir, mettant ces déclarations au compte du dépit et des déceptions de fin de campagne.

Les partis d'opposition aux Communes seront tous dans la même situation, explique M. Bouchard. Si le Reform Party obtient plus de sièges que le Bloc, il serait légitime que Preston Manning occupe cette fonction même si sa formation ne présente aucun candidat au Québec, illustre-t-il.

Après avoir longtemps écarté cette possibilité qui paraissait farfelue il y a quelques semaines encore, le leader du BQ va encore plus loin: il évoque la possibilité d'utiliser la tribune de chef de l'opposition pour interroger le premier ministre dans des dossiers concernant non seulement le Québec mais même d'autres provinces, par exemple pour la défense des francophones hors Québec.

L'équité, dit-il, sera la règle. Le Québec veut seulement recevoir sa part, et non pas empier sur celles des autres. «On sera responsables, modérés, raisonnables. Le Québec a tellement souffert de l'injustice qu'il ne sera jamais injuste avec les autres», a assuré M. Bouchard au cours de cette émission qui sera diffusée sur les ondes de Radio-Québec, dimanche soir.

Une résidence à Hull?

S'il reluque le siège de leader de l'opposition, Lucien Bouchard ne semble pas prêt en revanche à déménager à Stornoway malgré le prestige et les économies que cela lui procurerait. «J'ai pas hâte d'aller à Stornoway. Ce n'est pas du tout ce qui me motive, soutient-il. Est-ce que j'irai à Stornoway? Pensez-vous que ça m'intéresse?»

De passage dans l'Outaouais mercredi, il n'avait pas écarté la possibilité de s'installer du côté québécois de la rivière advenant qu'il dirige l'opposition officielle. D'aucuns, au Canada anglais, contestent déjà la légitimité pour des «séparatistes» de siéger à Ottawa. On peut imaginer ce qu'ils diraient en voyant «l'ennemi en chef» tenir résidence à même les deniers fédéraux.

Comme il l'expliquait hier soir à l'émission «Le Point», à Radio-Canada, le Canada anglais devra forcément prendre acte de la présence d'un fort contingent de députés souverainistes à Ottawa. Si les fédéralistes ne veulent pas voir le Québec partir, ils devront «en faire la démonstration». Et si à l'opposé le Canada anglais décide «d'affamer le Québec», le Bloc sera là pour réclamer son dû, martelle le député de Lac-Saint-Jean.

Des questions pour après la victoire

Le Bloc québécois, nous disent les sondages, se dirige vers un solide raz de marée. Mais, dès le lendemain de la victoire, une fois que les succès auront été célébrés, les vraies questions, celles que bien des Québécois n'ont pas voulu se poser pendant la campagne électorale, commenceront à pleuvoir sur la députation bloquiste.



Quel rôle? La première question, immédiate, c'est de se demander ce que fera Lucien Bouchard si son parti forme l'Opposition officielle, un problème qui illustre admirablement les contradictions inhérentes au projet du Bloc québécois.

Dans le système parlementaire, que M. Bouchard respecte profondément, l'Opposition officielle a pour mission de protéger tous les citoyens, au-delà de leurs choix partisans, contre les abus du gouvernement et de l'État.

Si Lucien Bouchard se sert de cet outil pour promouvoir son programme, par définition régionaliste, les citoyens des autres provinces y verront à juste titre une usurpation de la fonction. Si, au contraire, il joue le jeu de la loyale Opposition, il décevra ses électeurs, qui lui ont donné un mandat étroitement québécois. M. Bouchard, un homme raisonnable, réussira sans doute à trouver une solution élégante à ce problème. Mais il aura du mal à résoudre avec autant de grâce les autres contradictions dans lesquelles il pataugera.

Quel message? Tout le monde s'entend pour dire que le vote massif des Québécois en faveur du Bloc permet d'envoyer au Canada anglais un message retentissant. Retentissant, certes. Mais quel est le message, au juste? Le choix de la souveraineté, le refus du statu quo, la confusion face à leur option ou, tout

simplement, la déception face aux vieux partis? *Nobody knows.*

On ne sait pas, non plus, à qui s'adressera ce message, car, si la victoire de lundi donne une tribune aux députés du Bloc, elle ne fournira ni porte-voix, ni micros. A moins d'imposer d'indigestes filibusters, on voit mal comment les députés du Bloc transmettront leur message à leurs vis-à-vis du Canada anglais, qui ne retiendront certainement pas leur souffle pour mieux écouter la complainte des bloquistes. On peut déjà prévoir que nos députés devront se contenter de monologues, qui seront surtout répercutés par les médias québécois et donc uniquement entendus par ceux qui les ont élus, dans une opération parfaitement circulaire qui confine au narcissisme.

Un refus du statu quo? Certains verront quand même dans le succès du Bloc un rejet du statu quo, auquel ont mené les échecs de Meech et de Charlottetown. Il est vrai que les Québécois, qui n'acceptent pas ce statu quo, les croisés du partage des pouvoirs, ont sans doute opté pour le Bloc. Mais qu'est-ce que le Bloc pourra faire pour eux? Comment pourra-t-il forcer à un nouveau partage des champs de compétence sans le moindre strapontin à une quelconque table de négociation? Lucien Bouchard ne pourra pas modifier le statu quo. La seule chose qu'il pourra faire, c'est de le dénoncer, comme tant d'autres l'ont fait avant lui. Le «vrai pouvoir», ce sera le pouvoir du verbe.

Une étape vers la souveraineté? D'autres voient le succès du Bloc comme une étape de plus dans la méandreuse marche vers la souveraineté. Il est vrai que ce succès crée une situation de tension propice au projet de M. Parizeau. Mais, même s'il est tentant d'oublier les sondages, il n'est pas inutile de rappeler que les Québécois, qui envoient Lucien Bouchard à Ottawa

avec un solide majorité, semblent, pour l'instant, préférer Daniel Johnson à Jacques Parizeau. Et d'ajouter qu'au cœur de cette euphorie bloquiste, le succès de l'idée souverainiste n'a pas progressé d'un poil. Ces apparentes contradictions nous forcent à conclure que le vote pour le Bloc ne pave pas nécessairement la voie royale de la souveraineté. Il propose plutôt une commode voie d'évitement sans risques aux adeptes du *coitus interruptus* indépendantiste.

Les intérêts des Québécois? Faute de faire consensus sur les grandes stratégies, il est clair que les députés du Bloc déploieront leurs énergies pour défendre les intérêts plus terre à terre des Québécois. Mais que pourront-ils faire?

Notre sondage SOM montre que, parmi les électeurs du Bloc eux-mêmes, 66 p. cent s'attendent à ce que ces députés bloquistes s'occupent d'abord d'économie et surtout d'emploi. A peine 3 p. cent font de la souveraineté une priorité, et 8 p. cent souhaitent qu'ils s'occupent d'abord des intérêts du Québec. Ça en dit long sur le gouffre qui sépare les politiciens nationalistes et les adeptes des schémas constitutionnels des simples citoyens, qui ne demandent rien d'autre qu'un peu d'aide dans cette période difficile.

Quelle tristesse. Parce que le drame des Québécois, c'est que les députés bloquistes, quelles que soient leurs bonnes intentions et leurs bonnes idées, ne pourront rien pour eux. Députés d'opposition, ils ne pourront pas contribuer à l'élaboration des stratégies de développement. Députés souverainistes, à qui personne ne voudra faire de cadeaux, ils ne pourront pas non plus infléchir des décisions en faveur de ceux qu'ils représentent. Les seuls emplois que le Bloc pourra créer, ce sont ceux de ses attachés politiques.

Alain DUBUC

L'OTAN s'étend

Quatre ans après la chute du mur de Berlin, l'utilité et le rôle futur de l'OTAN ne sont pas toujours évidents. Une alliance militaire, qui ne fait face à aucune menace organisée, devrait normalement être mise en veilleuse. Pourtant l'organisme s'apprête, au contraire, à accueillir de nouveaux membres.



En effet, une récente réunion ministérielle a envisagé des accords de coopération entre l'OTAN et des pays européens, anciens membres du Pacte de Varsovie ou pays neutres. C'est un premier pas vers le recrutement de nouveaux membres, notamment la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

Le président tchèque, Vaclav Havel, fait remarquer que son pays a toujours fait partie de la civilisation de l'Europe occidentale. Mais il en a aussi été un des principaux champs de bataille et les Tchèques se souviennent du démembrement de leur pays, à Munich, en 1938. Pour M. Havel, l'OTAN garantit les valeurs démocratiques, si dramatiquement absentes à Munich.

La force de l'OTAN était de combiner la primauté des droits démocratiques avec la résistance à une éventuelle poussée militaire des pays communistes. Cette politique a été passablement malmenée en Turquie, au Portugal et en Grèce, pour finalement y porter des fruits, ainsi qu'en Espagne. D'autres pays européens auraient aujourd'hui avantage à se rapprocher d'une organisation, dont les lignes directrices sont la sécurité collective et la défense des droits démocratiques.

La Russie pose un problème, parce qu'elle pourrait dénaturer l'Alliance avec son armement nucléaire puissant et sa démocratie hésitante. L'OTAN est toutefois consciente que sa nouvelle politique ne doit pas avoir l'air d'isoler la Russie.

La fin de la guerre froide ne doit pas, finalement, entraîner celle de la sécurité collective. S'il n'y a plus une centaine de divisions prêtes à foncer d'une traite jusqu'à l'Atlantique, il y a d'autres dangers, qui exigent autant une coopération internationale intense. À une époque de désarmement et de restrictions budgétaires, le principe de la sécurité collective est plus valable que jamais, surtout si celle-ci est liée au respect de la démocratie. Car elle offre à chaque pays plus de sécurité pour son argent qu'il n'en aurait en se débrouillant tout seul.

Frédéric WAGNIÈRE



DRITS RESERVÉS

La boîte aux lettres



Diane Lemieux

La question de la violence faite aux femmes oubliée

6 Décembre 1989. Vous vous souvenez? 14 étudiantes ont été tuées à l'École Polytechnique. Moins de 2 ans plus tard, le gouvernement fédéral créait le Comité canadien sur la violence faite aux femmes. Il est assez incroyable que la campagne électorale fédérale ignore à ce point cette question.

Les Canadiens et les Canadiennes ont investi près de 10 millions de dollars dans cette démarche. Le gouvernement canadien a mandaté 12 personnes pour se rendre dans plus de 140 villes au Ca-

nada, afin de recueillir non seulement leurs témoignages mais aussi pour entendre leurs solutions. Le gouvernement canadien a mobilisé des centaines de personnes pour faire le point sur toutes les facettes du problème de la violence faite aux femmes. Il leur a demandé leur contribution pour établir un plan d'action solide pour que, tous et toutes, nous cessions d'être impuissants devant ces drames quotidiens.

J'ai fait partie de ce comité. Et, comme mes collègues, j'ai mis ma vie entre parenthèses pendant 2 ans. J'ai entendu des femmes et des hommes profondément inquiets face à cette violence. Des hommes et des femmes, qui ont eu suffisamment confiance pour s'adresser à nous, à qui nous avons donné l'espoir que ce rapport ferait la différence. J'ai cru et je crois toujours que ce rapport et la dynamique des changements qu'il a suscité dans plus de 140 villes canadiennes peut faire la différence. À la condition, bien sûr, que nous nous mettions à la tâche maintenant et que nous ayons le courage de faire les choix qui s'imposent.

Lorsque je vois se dérouler la présente campagne électorale, le doute m'envahit. Nos leaders ont-ils des oreilles? Sont-ils capables de dire autre chose que: «le déficit est une catastrophe, il faut créer des emplois, les programmes sociaux ne seront pas coupés».

C'est le débat des chefs au réseau anglais, qui m'a littéralement jetée par terre. J'ai eu, dans un premier temps, un soupire de soulagement lorsqu'une question sur la violence faite aux femmes a été formulée. Le sujet était enfin mis sur la table! J'ai vite déchanté lorsque j'ai mis bout à bout les réponses des chefs: la seule réponse substantielle à laquelle les Canadiens et les Canadien-

nes ont eu droit avait trait à... un plus grand contrôle des armes à feu!

Pourtant, nos chefs ont répété inlassablement, lors de ce débat, l'importance d'agir à la source des problèmes. Eh bien, c'est ce qu'on appelle rater la cible. N'importe quel citoyen sait pertinemment que le contrôle des armes à feu n'est pas la cause première de la violence envers les femmes. Agir sur le contrôle des armes à feu n'est pas inutile. Mais soyons sérieux! Ceux et celles, qui réclament la confiance de l'électorat pour diriger le pays, devraient savoir que cela est une goutte d'eau dans l'océan des mesures à prendre pour éliminer la violence faite aux femmes. La première étape pour résoudre un problème social aussi important que celui de la violence faite aux femmes est de mettre de côté les préjugés et les solutions simplistes. Ces leaders ont échoué le test!

Puisque les sondages semblent diriger les humeurs et les actions de nos leaders, je leur rappelle l'enquête réalisée par le Groupe Angus Reid pour le compte de cinq ministères fédéraux. Cette enquête, rendue publique en juillet dernier, souligne que les Canadiens et les Canadiennes mettent la violence au premier rang des problèmes sociaux; 97% estiment que le problème le plus important auquel les femmes font face est celui de la violence.

L'inaction et le silence de nos politiciens et politiciennes en rapport à la violence faite aux femmes me choquent. Ce qu'ils et elles ont l'intention de faire m'inquiète. Et je commence à être anxieuse en pensant à ce qu'ils et elles n'oseront pas faire.

Diane LEMIEUX
Ex-membre du Comité canadien sur la violence faite aux femmes



Jean-François Lisée

Critique désinvolte

Un critique est-il censé informer ses lecteurs du contenu d'un livre, dont il prétend faire la recension? Pierre Venat, qui a proposé dimanche dernier une critique désinvolte de mon dernier livre *Les Prétendants* (Boréal), prouve que non.

«Le livre tombe à plat», écrit-il, notant, comme d'autres, qu'il n'y a pas de course à la direction libérale. Très bien, mais encore? La présence, dans ce livre, de la première biographie du futur premier ministre du Québec, Daniel Johnson, tombe-t-elle à plat? Pas pour *The*

Gazette, qui en a tiré le suc d'un papier de première page sur Johnson. La présence, dans ce livre, de la première biographie de la femme politique la plus puissante de l'histoire du Québec, Lise Bacon, tombe-t-elle à plat? Pas pour le journaliste Gilles Lesage, du *Devoir*, qui l'a lu et a déclaré l'ouvrage «captivant, fascinant, bourré de profils, de témoignages, d'anecdotes».

Les prétendants fait 340 pages. À peine un cinquième portent sur le leadership. Tout le reste offre le seul récit disponible de la gestion du Québec par le gouvernement Bourassa, de 1985 à 1993, à travers le cheminement de ses principaux ministres, dont l'inventeur des «grappes industrielles», Gérald Tremblay et le père du nouveau code civil, Gil Rémillard.

Des données inédites qui tombent à plat? Pas pour Jean Lapierre, ex-politicien et commentateur à CKAC, qui dit y avoir «appris beaucoup de chose» et incite ses auditeurs à se le procurer. Ni pour le critique Pierre Cayouette, aussi du *Devoir*, qui juge que l'ouvrage «jette un éclairage nouveau et très pertinent sur l'histoire politique récente du Québec». Il n'existe pas, à l'heure d'écrire ses lignes, de mauvaise critique des *Prétendants*.

Que Vennat lise le livre et le déclare mauvais, ce serait son droit. Il ne le fait pas. Il note cependant que j'ai produit un autre ouvrage, *Dans l'oeil de l'aigle*, «qui a séduit le public québécois». C'est vrai, il est resté 21 semaines sur la liste des best-sellers et s'est valu la plus haute distinction littéraire canadienne. Cependant, *La Presse* n'a jamais offert à ses lecteurs de recension de ce livre, n'a jamais rencontré son auteur pour en parler. Ce silence était bizarre, mais préférable, tout compte fait, au sort maintenant infligé aux *Prétendants*.

Jean-François LISÉE

Opinions

ELECTIONS 93



Élection ou spectacle ?

■ Quel parti politique, parmi ceux qui présentent des candidats à tous les sièges des Communes, servirait le mieux les intérêts réels de tous les Canadiens, si ces derniers lui donnent un mandat de former le gouvernement, lundi prochain ?

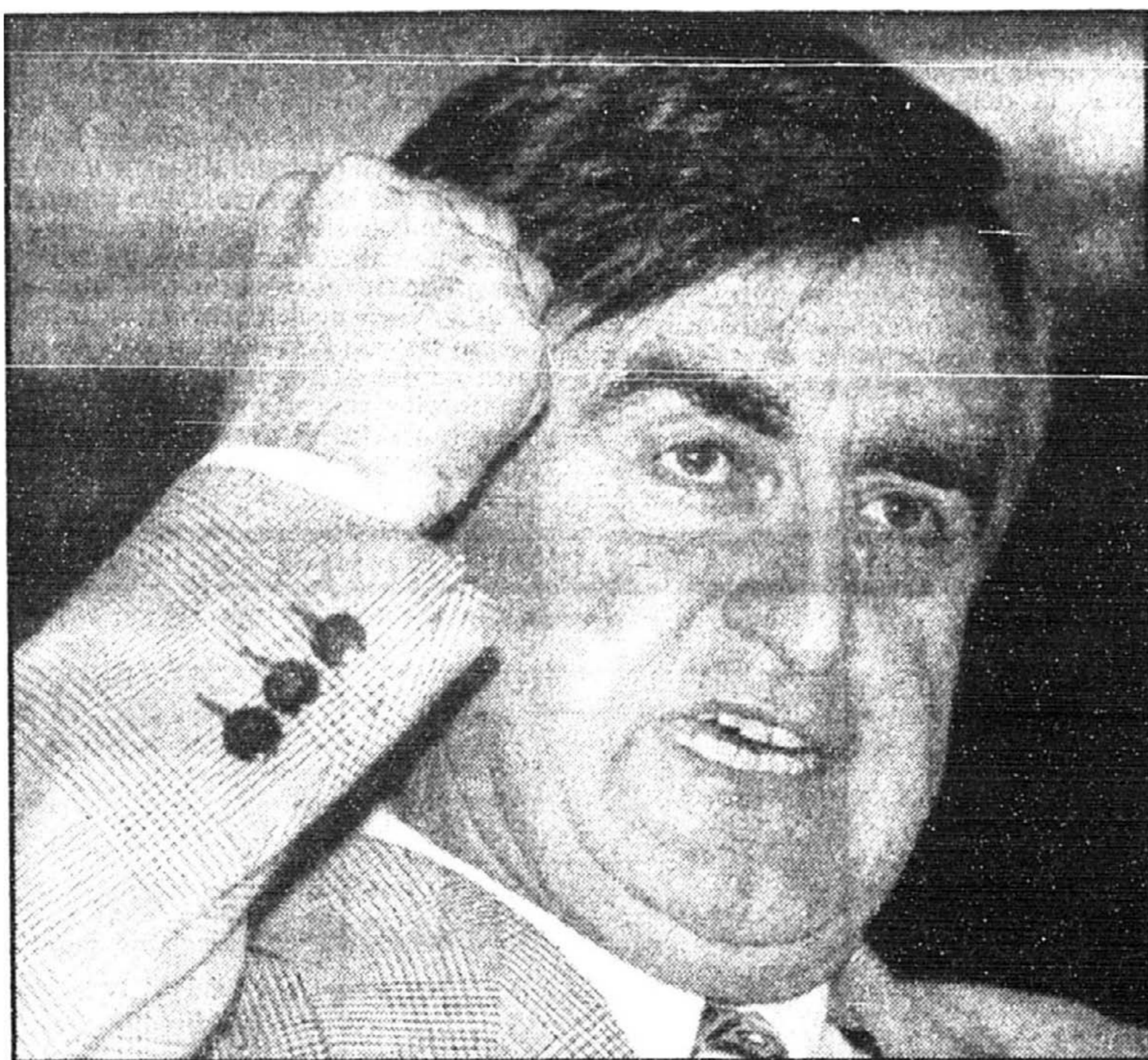
J'ai trouvé la « vérité politique » pertinente, qui répond à cette question, à partir de deux problèmes majeurs: le chômage et le déficit budgétaire de l'État canadien.

Le super-pouvoir des médias a divertit l'attention des consommateurs de nouvelles sur la performance stratégique des chefs de partis, sur les sondages d'opinion et, en fin de campagne, sur les « dérapages » de Kim Campbell. On a l'impression que la campagne électorale tourne au spectacle plutôt qu'à la recherche du bien commun sur les enjeux les plus importants.

Je voterai pour le parti politique de Kim Campbell, qui n'a pas soufflé dans le ballon de l'État-Providence, de l'État-créateur d'emplois et de dette publique. Ce credo est aujourd'hui dépassé dans le village global qu'est devenu la planète Terre.

L'avenir du Québec, province la plus menacée (après Terre-Neuve) par un taux de chômage, qui devient une catastrophe, m'apparaît lié à une recherche opiniâtre de la vérité de la part des citoyens ordinaires.

LOUIS BOUCHARD
Montréal



Lucien Bouchard



Jean Chrétien

Le Bloc québécois devra se contenter de gueuler

■ Beaucoup de Québécois vont voter pour le Bloc, en guise de protestation envers les vieux partis et leur incompétence. Je pense que c'est malsain. Beaucoup d'autres vont voter pour le Bloc parce qu'ils sont indépendantistes. Je pense que c'est tout aussi malsain. Et pourtant, je souhaite ardemment l'indépendance du Québec.

Le débat pour l'indépendance doit se faire et se gagner au Québec, pas à Ottawa, pas en déposant un peu de souveraineté en banque, sans risques, au cas où.

En attendant, qu'on le veuille ou non, nous faisons encore partie de la Confédération du Canada, qui comporte dix provinces. Les provinces riches donnent un petit coup de main aux plus pauvres, comme ceux d'entre vous qui ont un emploi donnent un coup de main, par le biais de leurs multiples taxes et impôts, à ceux qui en arrachent.

Quand au rôle que notre valeureux commando bloquiste s'est donné de « défendre les intérêts du Québec »,

classez-le dans le dossier « promesses », comme celle de Mme Campbell d'éliminer le déficit sans couper, et celle de M. Chrétien de donner un emploi à tout le monde. Qu'est-ce que le Bloc va bien pouvoir faire ? Gueuler à la Chambre des Communes ?

Le Bloc est donc condamné à gueuler, gueuler, gueuler. Alors qu'on a besoin d'avancer, de progresser, de construire. Quelques rares politiciens sont en mesure de le faire. Des exceptions. Encouragez-les.

Le Bloc Québécois n'a rien fait pour mériter votre vote. Les libéraux et les conservateurs ont tout fait pour lui. Protester sur un bulletin de vote, c'est une illusion. On appuie. C'est pas très agréable, mais c'est comme ça.

Pensez-y.

Jean GAUDREAU
Montréal

Caractère « jurassique »

■ En regardant le débat des chefs en français, je n'ai pu m'empêcher de déplorer le caractère jurassique de la politique canadienne, particulièrement en ce qui a trait aux deux vieux partis.

Madame Campbell, digne héritière — malgré sa soi-disant nouvelle façon de faire de la politique — de neuf ans de pouvoir conservateur et Jean Chrétien, qui incarne presque à lui seul les vingt ans de pouvoir libéral qui ont précédé, continuent d'ignorer l'évolution politique du Québec et sa nouvelle réalité.

Comme les dinosaures, le verdict de l'histoire sera implacable: il disparaîtront du paysage québécois.

Guy DORE
Nouvelle

Se tenir enfin debout !

■ La meilleure chose qui pourrait arriver, le 25 octobre prochain, tant pour le Canada que pour le Québec, serait un véritable raz-de-marée bloquiste. Enfin, là, pourrions-nous discuter des vraies choses et nous sortir une fois pour toutes du mal constitutionnel.

Parce qu'il est un parti fédéraliste - qui joue sur le plan fédéral -, un Bloc tout puissant à Ottawa pourrait demander, exiger même, que le fédéralisme soit redéfini sur les bases de l'égalité politique des voix anglophone et francophone. Il faut que les francophones en ce pays vivent l'ultime affirmation de

soi, qui est de demander, justement, la reconnaissance de l'égalité politique quitte à devoir digérer l'ultime négociation que serait le rejet de cette reconnaissance. Après cela, seulement, verrions-nous clair en nos vies, d'un bord comme de l'autre.

Bien sûr, quand on est timorés, ou arrogants, selon le bord où l'on se trouve, on peut s'esclaffer à l'idée de cette prétention à l'égalité politique. Quand on se rappelle que Robert Bourassa négociait à 25% et que les Anglo, déjà, grimpaient dans les rideaux, on peut se de-

mander en effet comment ils réagiraient devant une exigence de 50% du poids politique.

Quant à moi, ils pourraient bien grimper dans tous les poteaux qu'ils trouveraient sur leur chemin, d'un océan à l'autre, que cela ne me ferait pas un pli sur la différence. La question n'est tout simplement pas là. Le point essentiel n'est pas de nous demander comment ils vont réagir, mais de nous tenir enfin debout.

Réjean LEGAULT
écrivain

Le Bloc piégé de partout...

■ Il est pour le moins étrange, pour ne pas dire surréaliste, de voir les bloquistes, leur chef en premier, demander à l'électorat de se tenir, de ne pas envoyer trop de candidats de leur parti à Ottawa. Pareille supplication s'est sans doute rarement vue dans une démocratie!

Imaginez soixante députés du Bloc (la plupart surpris d'être élus), formant peut-être l'Opposition officielle (avec un gouvernement libéral dirigé par Jean Chrétien). On peut aisément entrevoir un fort ressac anti-francophone de la part du Canada, dit anglais. Notre Lucien tricoté bien serré pourra alors dire adieu à un autre discours explicatif devant le Canadian and Empire Club, de Toronto!

Mais, plus sérieusement, le Bloc risque fort de se piéger à Ottawa.

Ou bien, à cause de son nombre de députés et de son statut de parti, il exacerbe le Canada anglais, qui ne voudra d'aucune façon entendre parler de souveraineté et d'association du Québec avec lui. Ce qui aura pour effet de couper l'herbe sous les pieds du projet souverainiste québécois qui, pour des raisons stratégiques, a toujours beaucoup insisté sur l'aspect associatif du projet.

Ou bien, les bloquistes, pour faire sérieux, jouent la carte du fédéralisme, l'améliorent et prouvent alors que les intérêts du Québec peuvent être bien défendus dans la structure fédérale canadienne. Ils se tirent alors aussi dans les pieds.

René Lévesque doit bien s'en retourner dans sa paisible tombe de Sillery ou, peut-être tout simplement, se dire: Lucien ne sera que l'exécuteur testamentaire de mon « beau risque... »

Michel LEBEL
professeur



Kim Campbell

Chrétien oubliera ses promesses

■ Après la passation des pouvoirs, Jean Chrétien donnera-t-il suite à ses promesses de création d'emplois? Pas du tout.

Promettre, c'est facile. Passer aux actes, c'est une autre affaire.

Voici un extrait du discours que prononcera le premier ministre Jean Chrétien, après la passation des pouvoirs, vers la fin de novembre.

« Pendant la campagne électorale, nous avions promis la création de nombreux emplois pour remettre le Canada au travail.

« Malheureusement, quand nous avons pris le pouvoir, nous avons trouvé les finances du pays dans une situation catastrophique. Le Canada est ni plus ni moins en faillite.

« Il nous faudra d'abord redresser la situation financière du pays avant de pouvoir donner suite à notre promesse de relance de l'emploi.

« C'est l'ancien gouvernement conservateur qui est seul responsable de cette situation déplorable et c'est lui qui doit en porter l'odieux.

« Et patati et patata et bla-bla-bla... » Pour Jean Chrétien, il y avait un temps pour promettre (la campagne électorale) et il y aura un temps pour

s'excuser d'avoir promis (le lendemain de l'élection).

Après lundi, il ne lui restera plus de temps pour le respect des Québécoises et des Québécois.

Jules LEBEAU
Bellefeuille

Où est le chef en Lucien Bouchard ?

■ Le but premier de toute formation politique est de faire élire un maximum de députés, lors d'une élection.

Le dimanche 10 octobre, j'entendais Lucien Bouchard dire aux journalistes-télé et dans ses discours: « Il est normal que les fédéralistes du Québec votent pour un parti fédéraliste et que certains députés fédéralistes du Québec aillent

représenter le Québec à Ottawa, puisqu'il y a des fédéralistes au Québec. » Et, d'ajouter du même souffle: « Si nous devenons l'opposition officielle, ce serait très mauvais. »

Kessessa? A-t-on déjà vu un parti se saborder lui-même, se faire hara-kiri de cette façon? « Un backlash du Canada anglais est à prévoir si le Bloc devient l'opposition », de dire le journaliste de Radio-Canada « et M. Bouchard craint que ça serait très mauvais! »

J'aimerais bien qu'on m'explique... Si le Canada anglais fait un backlash (pourquoi ne dirait-on pas une levée de boucliers) devant l'expression démocratique du Québec, cela ne pourra que favoriser la cause, si chère à Lucien Bouchard, de la souveraineté. Au Québec, on n'a pas assez d'estime de soi pour faire la souveraineté pour nous; on la fait par ressentiment contre les anglos!... (L'appui à la souveraineté est passé à 70% chez les francophones, dans les mois qui ont suivi Meech, pour redescendre par la suite.)

M. Bouchard aurait-il soudain cette attitude bien connue de ceux qui analysent les comportements dysfonctionnels: la peur du succès? Serait-il dépassé par l'ampleur de l'appui populaire spontané à laquelle nous assistons depuis quelques semaines? Pourquoi n'a-t-il pas répondu à l'ex-premier ministre ontarien, qui l'a accusé d'utiliser les tactiques d'Adolf Hitler? Malcolm X, porte-parole du « black proud » américain, ne se serait jamais laissé dire ça!

Où est le chef en Lucien Bouchard ?

Alain CHARPENTIER
Réalisateur

Unité nationale

■ Il est certes normal que les électeurs témoignent de leurs préoccupations d'ordre économique, politique ou administratif. Mais, à quelques jours de l'élection, un autre aspect de notre vie collective doit s'imposer à notre attention. C'est celui de la sauvegarde de notre unité nationale. Ceci doit être pour nous tous une responsabilité primordiale.

Si, depuis quelques années, nous connaissons des difficultés économiques (pour lesquelles nous avons moins d'excuses que d'autres pays), dans quelle mesure la responsabilité peut-elle en être imputée à l'instabilité politique, à l'incertitude du lendemain, alors que plane le risque d'une brisure du pacte fédératif, depuis plus d'un quart de siècle?

La fragilité des liens, qui devraient unir tous les Canadiens, n'est certes pas un facteur d'incitation à l'investissement de capitaux dans notre économie.

Jan TRZCINSKI
Rawdon

Jouer la peur

■ Selon Jean Chrétien, le Bloc Québécois, de Lucien Bouchard, et le Reform Party, de Preston Manning, veulent détruire le Canada. M. Chrétien a non seulement des solutions passées aux problèmes contemporains, mais aussi des stratégies électorales anachroniques.

Quand il essaie d'apeurer et de culpabiliser les électeurs, en sous-entendant qu'ils briseront le Canada s'ils ne votent pas pour lui, Jean Chrétien révèle à quel point il est à court de raisons valables pour nous inciter à voter pour lui.

Avec son chantage émotionnel, ses prophéties apocalyptiques et sa politique dépassée du « crois ou meurs », Jean Chrétien fait figure de dinosaure de la politique.

Vous avez beau être un dinosaure, M. Chrétien, faire peur au monde, ça ne marche plus. Je suis bien contente que le Bloc Québécois et le Reform Party soient là pour vous secouer les puces...!

Helen YOUNG
Québec



Preston Manning

Conservateurs désespérés

■ Les conservateurs sont désespérés. Relégués au quatrième rang dans les sondages, ils tentent par tous les moyens imaginables et inimaginables de retrouver leur popularité d'antan. Mais en vain. Leur plus récente ruse: attaquer les traits physiques de M. Chrétien.

C'est donc cela, votre « nouvelle matière de faire de la politique », Mme Campbell? Je plains le stratège complexe, qui vous a suggéré de ressusciter cette tactique dégradante, digne d'un certain dénommé Brian Mulroney, qui fut le plus impopulaire de tous les premiers ministres canadiens. Et je vous plains, Mme Campbell, d'avoir accepté de jouer à ce jeu.

Car cette stratégie ne fait que confirmer l'état piteux dans lequel le PC et ses organisateurs se trouvent actuellement, et ne fait que rapprocher le Parti conservateur du gouffre qui l'attend le 25 octobre. En effet, Mme Campbell, la population québécoise et canadienne n'est pas dupe. Elle ne se laissera pas influencer par de telles tactiques vulgaires et dépassées. Bien au contraire, elle les retournera contre vous.

Il n'y a plus d'espoir pour le Parti Conservateur. Mme Campbell, votre leadership aura précipité la mort du PC et l'Histoire vous tiendra seule responsable de son suicide politique.

Henri NAHABEDIAN

ELECTIONS 93



À Calgary, Manning parle de son «rêve»: un parti national issu de l'Ouest

YVES BOISVERT
CALGARY

■ Preston Manning était de retour chez lui, hier, et il était le bienvenu.

Le chef du Reform Party n'est pas du genre enflammé, mais hier, devant les membres de la Chambre de commerce de Calgary, il a parlé avec une rare émotion de son «rêve» de voir la naissance d'un grand parti national originaire de l'Ouest, et l'auditoire lui a réservé une ovation.

«Il y a des Canadiens qui peuvent me dire: «Nous ne sommes pas certains de pouvoir vous faire confiance, parce que vous êtes nouveau et nous ne vous connaissons pas très bien. Mais les Albertains ne peuvent pas me dire ça, a dit M. Manning. J'ai vécu parmi vous toute ma

vie adulte, et plusieurs des idées sur le nouveau fédéralisme, la responsabilité fiscale et l'obligation de rendre compte, qui sont au cœur du Reform, ont pris racine dans le sol de cette province et ont été alimentées par ses gens.»

Reprenant le slogan original du Reform (*The West wants in*), M. Manning a dit que l'Ouest canadien veut sa place au Canada mais d'une «façon beaucoup plus profonde que M. Chrétien ne pourra jamais le comprendre. Nous voulons en être, pas en obtenant quelques sièges dans un cabinet libéral, mais en ouvrant les institutions du Parlement et du gouvernement à tous les Canadiens comme elles ne l'ont jamais été.»

Libéraux

L'essentiel du discours du chef réformiste portait sur la nécessité de ne pas

laisser les libéraux former un gouvernement majoritaire. D'abord, dit-il, parce que leur vision du fédéralisme est dépassée, ensuite parce qu'ils ne sont même pas capables d'équilibrer le budget de leur propre parti; il faut s'assurer qu'ils ne mettent pas la main sur la carte de crédit du gouvernement.» Finalement, parce qu'ils ne se sont pas engagés à réformer la démocratie parlementaire à Ottawa.

«Comme les autres vieux partis, les libéraux défendent une vision selon laquelle le Canada est une association entre deux races (française et anglaise) fondatrices et que pour atteindre l'unité, il faut octroyer un statut particulier à toutes sortes de groupes en raison de leur race, de leur culture, de leur langue ou de leur sexe.»

Cette vision a imprégné Meech et

Charlottetown, et ces deux accords ont échoué. «Les vieux fédéralistes sont en train de perdre la bataille des cœurs et des esprits des Québécois aux mains du PQ et du BQ», a-t-il ajouté.

Manning a répété qu'il fait la promotion d'un «pays où toutes les provinces et les citoyens sont traités également, sans égard à la race, la culture, l'origine ou au sexe.»

«Cela ne veut pas dire, comme le prétendent les vieux fédéralistes, qu'on ne reconnaît pas les particularités linguistiques ou culturelles, ou qu'on ne doit pas donner une aide spéciale aux Canadiens qui sont désavantagés et qui ne jouissent pas de la vraie égalité. Le nouveau fédéralisme dit que l'on doit faire de la préservation des particularités linguistiques et culturelles une affaire de responsabilité des individus et des associations privées et des gouvernements provinciaux.

Qu'on laisse le gouvernement du Québec être le gardien et le développeur du fait français au Québec. Qu'on laisse le gouvernement fédéral se concentrer sur la prévention de la discrimination.»

Lors de la période des questions, des conservateurs impliqués dans les organisations des députés locaux (en particulier celle de Jim Hawkes) ont monopolisé les micros pour attaquer M. Manning. Il s'est fait reprocher de «museler» ses candidats et de tout diriger du haut tout en se faisant passer pour un authentique populiste. M. Manning n'a pas perdu son calme. Il a dit que le parti voulait en effet maintenir l'ordre dans le parti en faisant promettre aux membres de l'organisation de régler les problèmes «à l'interne» plutôt que d'en parler aux journalistes. Mais il a nié avoir muselé qui que ce soit.

L'appui au Bloc peut-être surestimé par les sondages

LOUIS FALARDEAU

■ Les intentions de vote en faveur du Bloc québécois pourraient avoir été surestimées dans les sondages en raison d'une mauvaise répartition des indécis et des discrets.

Le vrai score du Bloc, entre le 15 et le 18 octobre, serait peut-être de 45 p. cent plutôt que de 55 p. cent. Le Parti libéral passerait de son côté de 28 à 29 p. cent alors que les Conservateurs bondiraient de 15 à 20 p. cent. Les autres partis tripleraient leur score, de 2 à 6 p. cent.

C'est l'hypothèse que fait la maison de sondage SOM, qui a mis à l'essai une nouvelle façon de calculer les intentions de vote de façon à inclure la plupart des indécis et des discrets. L'autre façon, utilisée jusqu'à maintenant, était de ne tenir compte que de ceux qui exprimaient une intention de vote et donc, pour arriver à un total de 100, de répartir les indécis au pro rata.

Pour les sondages faits entre le 15 et le 18 octobre, on a ajouté une question, posée à tous les répondants, qui se lisait comme suit: «Je vais vous demander de m'indiquer les chances que vous votiez pour différents candidats, lundi le 25 octobre prochain, en me donnant une note de 0 à 10, où 0 veut dire que vous n'irez certainement voter pour ce candidat et 10 que vous irez certainement voter pour ce candidat. Vous pouvez, bien sûr, donner n'importe quelle note entre 0 et 10 si votre choix n'est pas totalement définitif.»

On leur demandait ensuite d'évaluer les chances qu'ils votent pour le candidat de chacun des partis, en mettant ensemble toutefois «un autre candidat

comme le NPD, d'autres partis ou un candidat indépendant».

À l'aide de cette nouvelle question et de celles apparaissant habituellement dans ses sondages, SOM a évalué les intentions de vote en tenant compte de la solidité de l'appui à chacun des partis, des votes envisagés, des transferts entre les partis et de l'intention d'aller voter. C'est ce qui donne le résultat indiqué plus haut.

Cette façon de faire permet de connaître ou de présumer l'intention de vote d'environ 88 p. cent des personnes qui ont l'intention de voter et réduit donc à 12 p. cent les indécis et les discrets. La marge d'erreur reste de plus ou moins 3,2 p. cent dans 19 cas sur 20.

Le baromètre

Le dernier Baromètre SOM — *La Presse* — TVA, réalisé du 17 au 20 octobre auprès de 1023 répondants, donne par ailleurs les résultats bruts suivants: Bloc québécois, 36 p. cent; Parti libéral, 18 p. cent; Parti conservateur, 8 p. cent; NPD, 1 p. cent; autres partis, 1 p. cent. Ving-six p. cent des répondants sont indécis, 5 p. cent disent qu'ils n'iront pas voter et 5 p. cent refusent de répondre.

Par rapport au premier Baromètre (30 septembre au 3 octobre) le Bloc québécois a gagné 5 points, le Parti libéral 1, alors que les conservateurs en ont perdu 7.

Si l'on ne tient compte que des personnes qui ont exprimé leur intention de vote, le résultat est le suivant: Bloc québécois, 55 p. cent; Parti libéral, 28 p. cent; Parti conservateur, 13 p. cent; NPD, 2 p. cent; autres partis, 2 p. cent.

La marge d'erreur de ce sondage est de 3,15 p. cent dans 19 cas sur 20.

Mise en garde de Côté contre l'élection massive du Bloc québécois

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, a emboîté le pas à Robert Bourassa et à Jean Chrétien pour mettre en garde les Québécois contre les conséquences d'un vote massif pour le Bloc québécois.

Cette fois, c'est aux gens d'affaires que s'adressait le ministre en interprétant leur vote comme un vote de protestation, à l'occasion d'un point de presse imprévu.

Interrogé par un journaliste anglophone qui lui demandait pourquoi selon lui les hommes d'affaires ne s'étaient pas montrés dans cette campagne électorale et surtout ne s'étaient pas prononcés contre le Bloc, M. Côté a répondu qu'il ne leur appartenait pas de le

faire, mais que, même s'ils n'étaient pas restés passifs, «le résultat aurait probablement été le même».

«Chez les hommes d'affaires, il y a des gens qui trouvent qu'ils paient trop de taxes, trop d'impôts et qui veulent envoyer un message aux gouvernements. Je pense qu'ils ont trouvé le bon moyen de l'envoyer», a-t-il ajouté.

Si pour lui comme pour tout le monde, le résultat électoral est prévisible, les conséquences qui en découleront le sont moins et lui donnent l'occasion de lancer une mise en garde.

«Quant aux résultats découlant du résultat électoral, évidemment, les hommes d'affaires seront parmi ceux qui devront vivre avec la situation qu'on aura à vivre pendant cinq ans», prévient-il.

Manning et le grizzly...

■ La situation des autres partis ressemble à celle des trois marcheurs qui rencontrent un ours grizzly en forêt, a dit Preston Manning, hier.

Au moment où l'ours se lève pour les attaquer, le premier — le réformiste — sort ses souliers de course de son sac. Les autres (le néo-démocrate et le conservateur) lui disent: «Es-tu fou? Tu ne peux pas courir plus vite qu'un

grizzly!» Et le réformiste répond: «Je n'ai pas besoin de courir plus vite que lui, j'ai seulement besoin de courir plus vite que vous!»

«À notre avis, l'ours a attrapé le néo-démocrate assez rapidement», a dit Manning. Et quand j'ai vu Jean Charest, dimanche, il avait l'air de quelqu'un qui avait été mordu, a ajouté le leader réformiste.

PORTAIT D'ANJOU-RIVIÈRE-DES-PRAIRIES



Normand Biron



Jean Corbeil



Roger Pomerleau

Corbeil espère que les électeurs se souviendront de son travail

PHILIPPE CANTIN

■ Un vendredi soir, au début des années 1960, au collège Saint-Alexandre, en Outaouais, les pensionnaires assistent à la conférence hebdomadaire. L'invité est un jeune orateur doux: Pierre Bourgault. Celui qui dirigera le RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale) lors des élections de 1966, dresse aux adolescents réunis un portrait ravageur de la situation du Québec au sein de la confédération. Roger Pomerleau, 15 ans, est parmi eux. Les paroles du tribun lui vont droit au cœur. «Ce jour-là, j'ai pris conscience que les Québécois ne détenaient aucun pouvoir économique et politique dans ce pays.»

Trente ans plus tard, M. Pomerleau est candidat du Bloc québécois dans le comté d'Anjou/Rivière-des-Prairies. Avec lui, ni cachette, ni faux-fuyant: «Notre but, c'est de sortir le Québec du Canada. A Ottawa, on fera la promotion de la souveraineté. Nous, les Québécois, manquons souvent de rigueur intellectuelle à ce sujet. On est pour l'indépendance un jour, contre l'autre jour. Les députés du Bloc devront bâtir des dossiers pour prouver que le Québec est perdant au plan écono-

mique en demeurant dans le Canada.»

Menuisier de profession, M. Pomerleau a occupé plusieurs emplois: entretien général, installation d'armoires de cuisine, pose de toits flottants sur des réservoirs de pétrole. «Quand on écoute Mordecai Richler, on dirait que les Québécois sont un groupe d'abrutis. Ce n'est pas vrai. Et on n'est pas des super-génies non plus. On est du monde ordinaire. Sauf que contrairement aux Français, aux Suisses ou aux autres, on ne contrôle pas nos propres affaires. Faut changer ça.»

L'adversaire libéral de M. Pomerleau est Normand Biron. Au plan idéologique, plus différencié que ça du candidat du Bloc québécois, tu meurs! Comptable agréé et officier de réserve de l'armée canadienne, où il occupe le rôle de président de l'Association des officiers de marine, M. Biron ressent un profond attachement envers le Canada.

Agé de 48 ans, l'esprit rigoureux, M. Biron est actif en politique depuis plus de 20 ans. C'est lui qui a rebâti l'organisation du parti de Jean Chrétien dans ce comté de 110 000 citoyens, environ 40 000 de plus que la moyenne canadienne. «Dans mon porte à porte, j'ai rencontré partout des gens au

chômage ou sous-utilisés. Plusieurs entrepreneurs ne fonctionnent qu'à 35 p. cent de leur capacité. C'est à peine suffisant pour rembourser les prêts sur la machinerie. Notre comté a un potentiel énorme, mais on doit absolument créer des emplois. Notre programme sur la revitalisation des infrastructures ferait beaucoup de bien.»

Le troisième larron, dans ce comté où la présence des italo-phones se fait sentir dans le moindre des marchés d'alimentation — épices, fromages, charcuterie, huile d'olive, en un mot: hummm!!! —, eh bien, ce troisième larron, c'est Jean Corbeil! Depuis sa spectaculaire sortie à l'encontre de Kim Campbell le week-end dernier, il est sans doute le ministre des Transports le plus connu de l'histoire canadienne. Vous connaissez l'histoire: dans une entrevue avec *La Presse* publiée samedi dernier, la première ministre a tenu des propos peu flatteurs envers Brian Mulroney et Jean Charest. À la suite de quoi, en termes très clairs, M. Corbeil a transmis sa stupeur à sa patronne.

Selon son opposant libéral, M. Corbeil n'a pas respecté la solidarité ministérielle, ce qui représente un accroc «à un



POPULATION (%)			
FRANCOPHONE	ANGLOPHONE	ALLOPHONE	
67,5	5,7	26,8	
ÉLECTIONS 1988 (%)			
PLC	PC	NPD	AUTRES
32,7	51,5	12,6	3,2
RÉFÉRENDUM 1992 (%)			
OUI	NON	Source: Pierre Drouilly	
53,3	46,7		

principe élémentaire de comportement». Le ministre, qui fut maire d'Anjou pendant plus de 15 ans, ne voit pas les choses ainsi. «Si, dans une soirée mondaine, quelqu'un insulte ta femme, tu n'attends pas trois semaines pour lui répondre. J'ai répliqué avec mon cœur et mes émotions.»

Malgré la chute de popularité de son parti, M. Corbeil espère que les électeurs se souviendront du travail qu'il a accompli dans le comté le jour du vote. Homme jovial, ses relations familiales avec bon nombre d'électeurs lui confèrent un atout. Pour s'en convaincre, il suffit de l'accompagner dans une tournée de petits commerces.

Bon, c'est bien beau tout ça. Mais qui coffrera la victoire, le 25 octobre?

— On est nez à nez avec les libéraux, dit M. Pomerleau.

— Notre avance sur le Bloc est suffisante et les conservateurs ne sont plus dans le portrait, soutient M. Biron.

— Notre position est excellente, contre-attaque M. Corbeil.

On saura bien assez vite qui a vu juste.

Chrétien s'attribue un rôle dans les succès de Canadair

PHILIPPE DUBUISSON

■ Comme dans toute bonne campagne électorale, les politiciens veulent s'associer aux plus grands succès. Jean Chrétien n'a pas échappé à cette tradition, hier, en s'attribuant un rôle de premier plan dans la réussite de la société Canadair.

Lors d'une visite des installations du constructeur d'aéronefs de Ville Saint-Laurent, M. Chrétien a rappelé qu'il était président du Conseil du Trésor lorsque le gouvernement fédéral a acquis l'entreprise de la société américaine General Dynamics, en 1976.

Deux ans plus, alors qu'il était ministre de l'Industrie et du Commerce, il a piloté l'achat d'une licence de la société Lear-Jet pour le développement et la commercialisation des appareils Challenger, qui assure aujourd'hui le succès de la firme de Saint-Laurant.

Sous l'administration Mulroney, Canadair a été privatisée. L'entreprise qui était au bord de la faillite après que le gouvernement y eut injecté des centaines de millions a été vendue pour une



Jean Chrétien

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

bouchée de pain à Bombardier en 1986, qui en a fait une réussite commerciale.

«On mange tellement de coups de pied dans le derrière en politique que de temps en temps, lorsqu'on fait quelque chose de bien, c'est peut-être bon de le rappeler. Parfois, les gens oublient ce que

l'on a fait», a déclaré le chef libéral à un groupe d'employés.

Et après avoir rappelé «son association» aux succès de Canadair, M. Chrétien a ajouté: «Je veux tout simplement vous dire que je suis en élection, alors si vous voulez vous rappeler de cela, eh bien tant mieux, sinon tant

pis.» Michel Hardouin, planificateur de production chez Canadair depuis 20 ans, s'est rappelé le rôle joué par M. Chrétien dans l'essor de l'entreprise. «Pour moi, c'est clair. Ce sont les libéraux qui nous ont le plus aidés», dit-il.

Mais cette interprétation de l'histoire ne fait pas l'unanimité chez les employés. Son collègue Patrick Dionne, à l'emploi de Canadair depuis huit ans, se souvient surtout que les conservateurs ont privatisé Canadair en 1986. «Sans cela, l'entreprise ne serait pas ce qu'elle est. C'est eux qui ont sauvé la boîte», dit-il.

Leur collègue Marc Larose a toutefois le mot de la fin. «Peu importe le parti au pouvoir, le gouvernement sera toujours là pour nous appuyer financièrement.»

Il faut dire qu'à chaque élection ou référendum, les chefs politiques visitent à tour de rôle les installations de Canadair. Le représentant de *La Presse* a déjà fait le tour des lieux à quatre reprises avec MM. Bourassa, Mulroney et même le premier ministre ontarien Bob Rae. Tous ont affirmé qu'ils avaient sauvé Canadair...

30 ans Place des Arts Ne manquez pas ce cahier spécial demain dans La Presse

ELECTIONS 93



Kim Campbell accuse Chrétien de vouloir augmenter les taxes secrètement

MARIE-CLAUDE LORTIE
WOODSTOCK, Ontario

Expliquant qu'à son avis le programme de Jean Chrétien n'avait jamais été vraiment analysé à fond, Kim Campbell a averti les Canadiens que l'élection d'un gouvernement libéral pourrait leur réserver de bien mauvaises surprises, comme une taxe cachée qui remplacerait la TPS et qu'Ottawa pourrait augmenter à sa guise.

« Voter pour Jean Chrétien, c'est voter pour des nouvelles taxes, voter pour Kim Campbell, c'est voter contre des nouvelles taxes », a-t-elle déclaré hier soir à Brampton, non loin de Toronto, où l'ancien premier ministre conservateur ontarien Bill Davis est venu prêter main forte à la leader conservatrice.

Se fiant à un article paru hier matin, faisant état d'un projet libéral secret pour remplacer la TPS, Mme Campbell a accusé les

libéraux de vouloir remplacer la TPS par une taxe cachée.

« Jean Chrétien fait déjà des plans pour créer des nouvelles taxes. Il veut changer le nom de la TPS et en faire une taxe cachée pour pouvoir l'augmenter comme il veut. Les années libérales nous ont coûté très cher dans le passé, pensons-y le 25 octobre. De tous les chefs politiques, je suis le seul qui ait pris l'engagement de ne pas augmenter les taxes et de ne pas créer de nouvelles taxes », a-t-elle déclaré à quelques centaines de personnes à Woodstock, un des comtés du sud de l'Ontario où les réformistes récoltent beaucoup d'appuis.

« Quel serait le taux, 7 p. cent, 10 p. cent? Les Canadiens voudraient savoir », a-t-elle ajouté plus tard, à Brampton.

Selon Mme Campbell, il est inacceptable que les libéraux ne se soient jamais engagés à ne pas augmenter les taxes. Surtout, dit-elle, que leur programme d'infrastructure et leur refus de faire de l'élimination du déficit une prio-

rité mènent les Canadiens directement vers des hausses de taxes.

La leader conservatrice trouve que le programme libéral n'a pas été étudié assez sérieusement et cache beaucoup de ces omissions qui pourraient coûter cher.

« D'après moi, cette campagne n'a pas scruté assez sérieusement les positions d'un parti qui, d'après ce que pensent beaucoup de gens, a une bonne chance de former le gouvernement lundi », a en effet déclaré Mme Campbell hier matin, durant une émission de radio à London, dans le sud de l'Ontario. Quand on lui a redemandé en français, plus tard, si elle trouvait que le programme libéral n'avait pas été scruté de façon satisfaisante elle a rétorqué: « C'est évident ».

Selon Mme Campbell, les électeurs ne doivent pas accepter le silence libéral sur la question des taxes. M. Chrétien a eu amplement le temps de se faire une idée à cet égard, dit-elle.

« M. Chrétien est leader depuis trois ans, il ne faisait pas partie

du gouvernement, il n'était pas ministre ni premier ministre et il n'a même pas été capable de répondre à cette question fondamentale: avec quoi va-t-il remplacer la TPS? Comment se fait-il qu'il n'ait pas été capable. Franchement! », a-t-elle lancé.

« On a peur (M. Chrétien) de ce que vous allez proposer après les élections », a-t-elle ajouté.

Mme Campbell a aussi rappelé aux Canadiens que les libéraux n'avaient jamais précisé comment, d'après eux, les provinces et les municipalités vont financer les projets d'infrastructure promis par les libéraux.

Selon Mme Campbell, puisqu'il n'y a qu'un contribuable, même s'il y a trois ordres de gouvernement, ceci signifie que quelque part, les taxes et les impôts ne peuvent qu'augmenter.

« Ce n'est pas leur problème (aux libéraux)? C'est notre problème. Et c'est pourquoi cette proposition est non seulement inefficace, c'est aussi un canular cruel », a-t-elle déclaré.

Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Défense d'interdire!



La directrice des élections dans Laprarie n'a pas du tout apprécié le comportement de certains représentants officiels de partis qui, lors du vote par anticipation, ont eu des exigences inadmissibles selon la loi électorale.

Plusieurs auraient systématiquement demandé aux électeurs d'origine chinoise une preuve de citoyenneté canadienne même si leur nom apparaissait sur les listes électorales. Elle a donc prévenu tous les candidats, par écrit, qu'un tel comportement ne sera pas toléré lundi et que ceux qui seraient tentés d'avoir recours à ce procédé pour intimider les électeurs ou ralentir le déroulement du vote seront expulsés des bureaux de scrutin.

tée par la grogne de nombreux parents qui travaillent à l'extérieur et qui n'apprécient pas non plus ce congé imprévu pour leurs enfants. Autant de problèmes qui ne se poseraient pas, dit-on, si on acceptait de remettre en question le principe du vote le lundi plutôt que le samedi ou le dimanche.

Ce ne sont certes pas les employeurs — tenus d'accorder à leur personnel quatre heures consécutives sans retenu sur le salaire pour aller voter — qui s'en plaindraient. Ni, bien sûr, les partis politiques dont le recrutement de travailleurs bénévoles s'en trouverait sans doute grandement simplifié.

LA RÉALITÉ DÉPASSE... L'AFFLICTION!

On imagine aisément la profonde affliction dans laquelle ont déjà sombré bien des conservateurs au Québec. Mais quand même pas au point de croire sérieusement que Jean Charest serait allé se répandre en lamentations auprès de Brian Mulroney en débâtant contre Kim Campbell via un téléphone cellulaire. Surtout si cette « nouvelle », publiée en italique dans une chronique personnalisée, est présentée comme provenant d'un enregistrement pirate d'une conversation dont maints éléments sont empruntés textuellement de l'affaire Whilhelmy survenue l'an dernier lors du référendum.

Il s'est pourtant trouvé quelques lecteurs de La Presse pour prendre au sérieux le billet humoristique présenté hier par André Pratte dans sa « colonie » quotidienne sur la campagne électorale. Et non des moindres. Ça a été le cas de la journaliste Rachel Gaulin, chargée de la revue de presse, le matin, à la radio de Radio-Canada à Ottawa. Au grand étonnement de l'animateur Daniel Daignault, qui ne savait manifestement pas trop quoi en penser, celle-ci y a présenté cette fable le plus sérieusement du monde. Sans se rendre compte qu'elle venait du même coup de déclencher le plus immense éclat de rire de toute la campagne électorale chez les autres journalistes de la Colline parlementaire.

DANS LAVAL-OUEST, «VOTEZ LIBÉRAL» DIT LE NPD

La candidate NPD dans Laval-Ouest, Marcella Tardif Provencher, est furieuse. Elle estime avoir été manipulée par son parti qui se serait uniquement préoccupé de recruter beaucoup de candidates pour faire bonne figure aux yeux des mouvements féministes. Mais sans tenir ses promesses de leur fournir les ressources requises pour faire un semblant de campagne efficace.

Profondément déçue de la tournure des événements, elle impute aux dirigeants du NPD le blâme pour sa pitoyable performance dans la course où elle se retrouvera, lundi, loin derrière ses rivaux. Elle dit en être venue à croire que, « si on ne peut pas se fier à ce parti ni à son chef » sur ce plan, on ne doit pas non plus lui faire confiance en votant pour lui. Affirmant que tout ce que son adhésion au NPD lui aura apporté ce sont des dettes personnelles, elle estime n'avoir pas d'autre choix aujourd'hui que de basculer dans le camp libéral. Sans préciser en quoi ce brutal changement de cap idéologique s'inscrit dans la logique des propos qu'elle tenait, il n'y a pas si longtemps, comme néo-démocrate.

AUJOURD'HUI

- Trois jours avant le vote:
 - Kim Campbell fait un dernier effort à Toronto avant d'aller finir la journée à Winnipeg.
 - Jean Chrétien passe aussi la journée en Ontario, à Toronto, Mississauga et Burlington.
 - Lucien Bouchard achève sa campagne dans la région de Montréal.
 - Audrey McLaughlin est en Saskatchewan à Regina.

Québec accueille avec scepticisme le projet libéral

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les projets des libéraux de Jean Chrétien quant aux modifications à apporter à la taxe sur les produits et services (TPS) ont été accueillis avec beaucoup de scepticisme à Québec. L'idée de rendre cette taxe « invisible » paraît toutefois faire consensus.

« La taxe est invisible dans beaucoup d'endroits en Amérique, notamment en Floride où les gens croient qu'il n'y a aucune taxe de vente », d'expliquer le ministre québécois du Revenu, Raymond Savoie.

Des discussions en ce sens sont amorcées depuis longtemps, dit-il, et font partie des éléments qu'évoquent sans détours les hauts fonctionnaires fédéraux.

En revanche, le ministre Savoie avoue n'avoir jamais entendu parler d'une redevision des deux champs d'imposition. Dans un article publié hier, le quotidien Le Soleil indiquait que les stratégies libérales et plusieurs provinces discutaient notamment de la possibilité de laisser tout le champ de la taxe à la consommation aux provinces et celui de l'impôt sur le revenu à Ottawa.

Au ministère québécois des Finances, on souligne n'avoir jamais entendu parler d'une telle hypothèse. Québec recueille 12,5 milliards en impôt sur le revenu et il abandonnerait cette proie pour sa part — environ le quart — des 18 milliards de dollars de taxes à la consommation levées par Ottawa? Poser la question c'est y répondre, disait-on aux Finances.

Le seul contact entre le gouvernement du Québec et l'organisation de M. Chrétien fut une rencontre informelle entre le chef du PLC et le premier ministre Bouchard. Or, le seul écho qu'on entendra sur les fonctionnaires c'est que M. Chrétien y a souhaité que les budgets de deux paliers de gouvernements, convergent dans la même direction — un refrain déjà entonné depuis plusieurs années.

L'idée de remplacer par des points d'impôt les 11 milliards de dollars de transferts en espèces du gouvernement fédéral paraît plus viable. Le Québec réclame cela depuis 1989, dit-on, tout en ajoutant qu'en abandonnant les transferts, Ottawa abandonnerait du même coup la notion de « critères nationaux » si chère au gouvernement central.

Enfin, on ne comprend guère qu'on puisse lier le programme d'infrastructures de six milliards à l'embauche sur ces chantiers de chômeurs et d'assistés sociaux. Les loi québécoises de la construction empêcheraient toute initiative en ce sens. D'ailleurs ces projets d'infrastructures sont conditionnels à des déboursés équivalents des provinces. Or, estime-t-on, l'état des coffres du Québec ne permet pas d'espérer beaucoup de programmes d'investissements.

Au Conseil du patronat, Ghislain Dufour, constate avec plaisir le « virage à 180 degrés de Jean Chrétien » qui soutenait il y a quelques mois vouloir abolir la TPS. Le patronat « ont dépensé les yeux de la tête » pour ajuster leurs systèmes informatiques et former leur personnel à la TPS. Ils n'auraient guère apprécié l'implantation d'un nouveau régime, explique M. Dufour.

En revanche, l'idée d'avoir une taxe « transparente » intégrée au prix de détail, est loin de faire l'unanimité chez les entrepreneurs. « C'est divisé moitié moitié, les gens du secteur du détail bien sûr souhaitent la disparition de la taxe, mais pas les autres » de souligner M. Dufour.



Peur de perdre leur pension de vieillesse? Pas du tout! Marie Audet, Ernest Thériault et Anne Hardy envisagent de voter pour le Bloc québécois, lundi. Et ils rêvent du jour où le Québec sera un pays.

Le Bloc pourrait faire un malheur chez les «p'tit vieux» du centre René-Lévesque

PHILIPPE CANTIN

Anne Hardy, les cheveux blancs bien coiffés, ne cache pas sa surprise. En 44 jours de campagne électorale, aucun candidat du comté de Longueuil ne s'est rendu au centre d'accueil René-Lévesque pour saluer les résidents. « Me semble qu'ils devraient essayer de convaincre les p'tits vieux et les p'tites vieilles! » lance-t-elle, coquine.

Nous sommes dans la salle à manger de cet établissement de la Rive-Sud de Montréal. Autour d'une table, Mme Hardy discute de la campagne électorale en compagnie de Marie Audet (66 ans), Ernest Thériault (72 ans) et Berthe Mansell (80 ans). L'âge de Mme Hardy? « C'est une gaffe de poser cette question à une femme, répond-elle. Il faut nous voir comme des jeunes ».

Bon, d'accord. Et pour qui voteront-elles, lundi, les jeunes du centre René-Lévesque? Si les opinions du groupe rencontré hier sont celles de la majorité, le Bloc québécois fera des malheurs. « J'aime Lucien Bouchard, explique Mme Hardy. Il se présente bien et a l'air sûr de ce qu'il avance. Il me rappelle un peu Camilien Houde ».

Bouchard s'inscrit en faux contre la thèse des deux sortes de Québécois

Lucien Bouchard s'est inscrit en faux, hier, contre les propos tenus la veille par son adversaire libéral Jean Chrétien, lequel laissait entendre qu'il y a deux sortes de Québécois. Des propos qui, aux yeux de M. Bouchard, nous ramènent plusieurs années en arrière.

« Le projet souverainiste du Québec est ouvert à tous, il ne fait aucune distinction entre les Québécois de quelque origine ou langue qu'ils soient, contrairement à M. Chrétien qui maintenant, aujourd'hui, à quelques heures d'une élection, a le front de nous dire qu'il y a deux sortes de Québécois: les vrais, ceux qui l'appuient, et les autres », s'insurge le chef du Bloc québécois. Pour lui, est Québécois quiconque vit au Québec. Point. Il dit ne pas oser imaginer la réaction si lui-même avait affirmé que « les bons Québécois », ce sont les souverainistes.

À ce propos, M. Bouchard ne

Ernest Thériault est d'accord: « Bouchard parle bien français et semble plus proche des gens que les autres chefs. Et puis moi, j'aimerais bien qu'on soit indépendant. Je suis tanné de voir l'Ontario mener les choses au Canada ».

La souveraineté du Québec n'inquiète pas nos aînés. « Certains ont peut-être peur de perdre leur pension de vieillesse, mais pas nous autres », ajoute Mme Audet. De toute façon, il commence à être temps qu'on change de couleurs au gouvernement. Le bleu et le rouge, c'est fini ».

Cela dit, Mme Audet ne cache pas son admiration envers Kim Campbell. Une femme qui accède au poste de premier ministre, voilà qui n'est pas pour lui déplaire. « Elle ne craint rien et a réussi à s'imposer. Mais je ne voterai pas pour son parti ».

Selon les sondages Som-La Presse des derniers jours, les Québécois de 65 ans et plus représentent le seul groupe d'âge à préférer le Parti libéral au Bloc québécois: 47 p. cent des intentions de vote contre 36. Mais le charme de Lucien Bouchard ébranle des aînés ayant été fédéralistes toute leur vie. Cette anecdote, racontée par une électrice dont la mère habite un centre d'accueil de Montréal, en fait la preuve.

« L'autre jour, à ma grande surprise, ma mère, une fédéraliste, m'a dit qu'elle voterait pour Lucien Bouchard, parce qu'il paraissait bien et s'exprimait clairement. Je lui ai alors rappelé qu'il était souverainiste. Elle m'a répliqué: "Voyons Julie, dans la vie, tout le monde a son p'tit défaut" ».

P'tit défaut ou pas, les arguments de M. Bouchard ont touché des cordes sensibles. « Actuellement, il faut remplir les poches de deux gouvernements, dit M. Thériault. Il me semble qu'un seul, ce serait assez ».

Quand on leur demande si les jeunes d'aujourd'hui auront une meilleure vie que la leur, nos aînés se disent peu confiants. Ils parlent de la pollution et de l'absence de travail.

Mme Mansell est moins pessimiste: « Les jeunes d'aujourd'hui ont la chance d'étudier, ce que nous n'avions pas toujours, dit-elle. À l'époque, la vie était plus difficile. Le bien-être social n'existait pas ».

Heureusement, les jeunes d'aujourd'hui ont maintenant la vie plus douce, même si le fauteuil roulant est devenu nécessaire aux déplacements. « Ce ne sont pas les activités qui manquent au centre, ajoute Mme Audet. On est bien plus courailloux qu'à la maison ».



Lucien Bouchard a eu droit à l'accroche de Mme Corinne-Côté Lévesque, hier, à Montréal.

s'étonne pas du sondage SOM publié hier dans La Presse, indiquant que 82 p. cent des supporters du Bloc québécois sont souverainistes. Il ne craint pas une érosion des 20 p. cent de fédéralistes qui l'appuient au profit de Jean Chrétien, même si le chef li-

béral passera les prochains jours au Québec. Au contraire, il fera tout pour que le Bloc québécois soit complètement relâché. Au programme: un bilan de sa campagne aujourd'hui, repos demain et discours dans sa circonscription de Lac-Saint-Jean dimanche.

Ce que Chrétien a dit...

Voici des extraits du discours de M. Chrétien, prononcé mercredi à Québec.

« Moi j'ai besoin de bons députés, des femmes et des hommes avec moi à Ottawa pour que les vrais Québécois soient représentés au Parlement du Canada. Parce que c'est rendu qu'on est divisés entre les espèces de purs et impurs dans notre société. Moi je suis un fédéraliste, je suis un Canadien et je suis très fier d'être un Canadien. Mais comme je le disais à M. Bouchard, ce n'est pas parce que je suis fédéraliste que je suis moins Québécois que lui. Ce

n'est pas parce que nous sommes fédéralistes que tous ces gens-là (il pointe ses candidats) sont moins Québécois que les gens du Bloc québécois. Peut-être qu'on l'est plus. Parce que si on a une notion de l'histoire canadienne, on sait que le fait français en terre d'Amérique a été un succès à cause de la solution canadienne. C'est au Canada que nous sommes demeurés francophones. Moi, mon père est né à Manchester New-Hampshire. Si son père n'était pas revenu au Québec, probablement que mon nom serait Christian aujourd'hui et non pas Chrétien ».

SERVICES PERSONNELS

440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
ABÉLLES MIELLEUSES
326-3344 ou 326-3388
ADORABLE Alice qui se dépêche
911-6088
AFFOLANTE SOPHIE
842-1479
AGENCE BLEU NUIT
Service 24 h. 767-2477
AGENCE DOUCE MARIE-LYNE
te dépêche pour vous, service
super seav 24h. 985-3449.

445 STUDIOS DE MASSAGE
AUDRAY En. te reçoit, 1815
Toucheville, 454-2222
L'UNIQUE salon à Laval, entrée
gratuite. Studio 75. 662-1231.
MASSAGE Ultra relaxant, 10h30
à 20h. Anna ou Vanessa, 749-8818
OUVERTURE 5 JOURS de 10h à 10h
à votre service. De 10 h à 7 h 31-9112

450 Attention aux mères de
bébés nouveaux-nés
à 9 mois!
Avez-vous nourri votre bébé
d'une préparation ou
"formule" pour nourrissons ou
cours des 9 derniers mois?

TRANSPORT ET VÉHICULES AUTOMOBILES
AUTOBAINES

501 MACHINERIES DIVERSES

USINE asomate Barber-Green, 84
tonnes de 4 heures, 420-2222
AEROSTAR Eddie Bauer 90, 7
passagers, équipée, 6 cyl., air,
105 000 km, 920-4186

511 CAMIONS FOURGONNETTES

A ST-Eustache, choix 150 camions
usagers, Garage, 623-2322
AEROSTAR Eddie Bauer 90, 7
passagers, équipée, 6 cyl., air,
105 000 km, 920-4186
AEROSTAR 99, 5 passagers, V-6,
air, overdrive, vitres fumées,
excellent état, 4900 \$, 423-7156

TRANSPORT ET VÉHICULES AUTOMOBILES
AUTOBAINES

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

DODGE Grand Caravan SE 99, gris,
2 tons, 7 passagers, 93 000 km,
9500 \$, 767-0339
FORD Explorer 93, 4 portes,
hatchback, 4x4, 100 000 km,
11 500 \$, 452-8818
FORD Explorer 93, 4 portes,
hatchback, 4x4, 100 000 km,
11 500 \$, 452-8818

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

511 CAMIONS, FOURGONNETTES

MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186
MAZDA B2000 83, 5 vit., porte-
bagages, 2 portes, air, cuir,
115 000 km, 920-4186

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
1 Qui est la réduction de quelque chose — Réponse.
2 Divulgué — Il fut tué par Hermes.
3 Mauvais cheval — Abominable.
4 Tailler finement — Patrie des frères Anguier.
5 Fin de verbe — Dose de radiations — Plante couverte de poils.
6 On y fabrique de l'armagnac — Marque la manière.
7 Chanter.
8 Action d'évoquer quelque chose — Négation.
9 Renvoi — Touffus.
10 Poème lyrique — Perturbation atmosphérique.
11 Entre les lacs Huron et Ontario — Peuvent se dévorer.
12 Lestes — Dépose un enjau — Article.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1 G A N A D E R I A
2 I M I T E A N C I E N
3 G E N E R A L E R A I
4 A N L S E R M E N T
5 N U B I L E T E N T E
6 T I R E L E P E L T E
7 E S E R I N E A N E S A
8 S E T E R I N A N A N
9 Q U E R E N T A N T E
10 U E L L E N E E N O S
11 L L E L L E N E E N O S
12 S U E R U S E S T E

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO
1 G A N A D E R I A
2 I M I T E A N C I E N
3 G E N E R A L E R A I
4 A N L S E R M E N T
5 N U B I L E T E N T E
6 T I R E L E P E L T E
7 E S E R I N E A N E S A
8 S E T E R I N A N A N
9 Q U E R E N T A N T E
10 U E L L E N E E N O S
11 L L E L L E N E E N O S
12 S U E R U S E S T E

Les concessionnaires
On se conduit bien

TRANSPORT ET VEHICULES AUTOMOBILES AUTOBAINES AUTOBAINES AUTOBAINES AUTOBAINES

Des 9mm automatiques pour les policiers de l'Ontario

Presse Canadienne TORONTO

Les policiers ontariens auront finalement le pistolet de calibre 9 mm...

La décision rendue hier par le solliciteur général David Christopherson met fin à six ans de conflit sur la question.

Les vieux revolvers ne contiennent que six balles. Un pistolet semi-automatique, comme le 9 mm utilisé par les policiers...

Les policiers ontariens avaient que la difficulté de recharger leur arme les rendait vulnérables aux criminels...

Mais le gouvernement, défendant une position de principe, soutenait que des armes plus puissantes n'étaient pas nécessaires.

Le rapport du ministère du Travail, divulgué quelques jours à peine après le meurtre de l'agent Joseph MacDonald...

Environ 4500 agents de la police provinciale et 18 000 autres policiers municipaux en Ontario recevront, à une date encore inconnue, les nouvelles armes semi-automatiques...

Clinton hausse le prix des cigarettes

Le président Bill Clinton a annoncé hier à Washington, son intention d'augmenter de 75 cents la taxe sur les paquets de cigarettes pour financer en partie son plan de réforme des services de santé...

M. Clinton, qui s'exprimait devant quelque 350 chefs d'entreprises réunis dans la capitale fédérale, a exposé en détail son plan de réforme...

Le président a affirmé que la hausse du prix des cigarettes ainsi que des économies réalisées dans les domaines du Medicare (pour les retraités) et du Medicaid (pour les indigents) permettraient...

M. Clinton a demandé aux chefs d'entreprise de «s'engager dans le débat» sur la réforme de santé.

«S'il vous plaît, ne vous dérobez pas», leur a-t-il dit en priant de «rappeler aux membres du Congrès qu'il y a des moments où faire le bien, moralement et éthiquement, c'est aussi faire de bonnes affaires et que l'on peut gagner de l'argent si l'on apporte la sécurité aux travailleurs».

OFFRE SPECIALE. Venez votre auto ou camion avec 2 lignes d'annonce! 7 jours consécutifs pour seulement 13,49\$ BAIENES

ANNONCES CLASSÉES. 285-7111. Appelez interurbains sans frais: 1 800 961-5948

TOYOTA DEMONSTRATEURS 93. choix de modèles et de couleurs. Prix défiant toute concurrence. Sur place seulement.

LOISIRS ET VEHICULES RECREATIFS. BICYCLETES, SKI, GOLF. REMORQUES, BATEAUX-MOTEUR, YACHTS, VOLIERS.

ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

NISSAN. NISSAN STAZO XE 91, 75 000 km, vert, garantie, 10 000\$, 643-3883.

PONTIAC. PONTIAC 6000 Le Mans, 4 cyl, 1100 km, gris, 4495\$, 655-3757.

TOYOTA. TOYOTA Tercel 90, 3 portes, 5000 km, gris, 2270\$, 327-6660.

555 AUTOS ANTIQUES ET DE COLLECTION. MGA 1942 Mark II, condition "show room", 14 500\$, 819-728-9773.

575 ACHAT, VENTE, LOCATION, ECHANGE. ACHAT D'AUTOS, pour ferraille ou route. 7 jours. 386-3399.

Propositions d'affaires. 705 HYPOTHEQUES. 710 OCCASIONS D'AFFAIRES.

Propositions d'affaires. 715 SERVICES FINANCIERS. 717 SERVICES SPECIALISES.

Propositions d'affaires. 718 ARGENT DEMANDE. 726 INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Propositions d'affaires. 714 FRANCHISES. 714 FRANCHISES.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Le bridge. Une seule réussite. ANDRÉ TRUELLE

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Nord: A D 8 5 3, AR V 5, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Ouest: R 9 7 4 2, D 9 8 6 2, D 9 7, D.

Donneur: Est. Vulnérabilité: Nord-Sud. Sud: V 6, aucun, A R 6 5 4, A 10 8 4 3 2.

Le Valet de Co tient au mort et Sud défusse un petit Pi. As de Tr et petit Tr coupé. As de Pi et deux fois Co. Le deuxième Co du mort est coupé.

Daniel Johnson agira comme s'il avait des adversaires

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Même seul en piste, Daniel Johnson agira comme s'il avait des adversaires dans la course au leadership du Parti libéral du Québec.

« Nous ne devons rien prendre pour acquis, nous ne devons rien prendre pour acquis », d'expliquer hier M. Pietro Perrino, responsable de l'organisation de la campagne dans les 125 comtés du Québec. M. Perrino a quitté il y a quelques jours son poste de chef de cabinet du ministre André Bourbeau pour se consacrer à temps plein à la campagne du président du Conseil du Trésor.

Depuis quelques jours, avec une quinzaine d'autres employés, il s'active à préparer les réunions de choix de délégués qui, dans les circonscriptions, se dérouleront à compter du 20 novembre jusqu'au 7 janvier 1994.

Même si aucun adversaire ne pointe le nez, le calendrier s'arrête pour l'instant au 15 décembre pour les organisateurs de M. Johnson. Les éventuels aspirants ont jusqu'à cette date pour soumettre leur candidature et ce n'est qu'à ce moment que M. Johnson aura l'assurance de vaincre, faute de combattants.

« Nous ne sommes pas encore à préparer la transition », dira M. Perrino.

Pour l'heure, les stratèges de M. Johnson s'affairent à préparer la tournée des 12 régions du Québec qu'il entreprendra à compter de la semaine prochaine. Un peu partout le scénario sera semblable, le prétendant premier ministre rencontrera en matinée les leaders d'opinions locaux, maires, préfets de MRC ou industriels. Par la suite, il devrait prendre la parole devant la Chambre de commerce locale ou un club social. C'est lors de ses allocutions que M. Johnson devrait divulguer, volet par volet, sa vision du rôle du gouvernement et ses intentions comme futur premier ministre.

Par la suite, il devrait rencontrer les associations libérales de la région, dans des forums où les militants pourront à loisir exprimer leur opinion sur les orientations que le gouvernement libéral devrait prendre au cours des prochaines années. La tournée est sous la responsabilité de M. Michel Sévigny, vice-président de Dominion Securities. Il avait été l'un des lieutenants de Pietro Perrino quand celui-ci avait accédé à la présidence de la Commission jeunesse du PLQ, en 1985-1986.

Pour l'heure l'organisation Johnson s'affairent surtout à préparer l'inauguration des nouveaux locaux de la campagne, rue Ste-Catherine, prévue pour ce soir. On garantissait déjà plus de députés que les 50 déjà annoncés lors du lancement de la campagne Johnson à Québec, le 13 octobre.

Transition

Bien que dans l'entourage de M. Johnson personne ne veuille parler de transition jusqu'ici, les spéculations vont déjà bon train sur le conseil des ministres de M. Johnson. Lors des discussions au conseil des ministres sur le « réalignement gouvernemental », M. Johnson était l'apôtre d'un cabinet réduit au strict minimum, de 16 à 18 ministres, contre 30 actuellement.

En outre, en succédant à M. Bourassa, M. Johnson ne pourra prendre pour prétexte qu'il devait reprendre pour l'essentiel l'ancien cabinet, car chacun des membres du conseil des ministres devra être réassemblé comme membre du nouveau gouvernement.

On s'attend déjà que le ministre de la Main-d'œuvre, André Bourbeau, — qui rêvait depuis des années de la présidence du Conseil du trésor — profite d'une importante promotion. Comme principal lieutenant de M. Johnson, il pourrait même accéder aux Finances.

Dans l'entourage de M. Bourassa on pense toutefois que même s'il devient chef du PLQ le 15 décembre, par acclamation, M. Johnson attendra après les Fêtes pour le transfert des pouvoirs.

Ralph Nader sur la liste noire

PC
WASHINGTON

L'ambassade du Canada a laissé tomber une réception prévue pour le défenseur des consommateurs Ralph Nader en juin dernier à cause de son opposition à l'Accord de libre-échange nord-américain.

« Nous avons pensé qu'il n'était pas approprié de promouvoir quelqu'un qui oeuvrait à l'encontre des projets défendus par l'ambassade », a déclaré jeudi la responsable des relations avec les médias, Pam Chappell.

La réception du 7 juin visait à faire la promotion de la publication d'un livre non lucratif de M. Nader, « Canada Flexis ».

Québec dit oui à une usine d'électricité sur un espace vert

Le gouvernement fait fi d'une recommandation du BAPE qui suggérait de construire l'usine ailleurs à cause du bruit

ANDRÉ NOËL

Le gouvernement québécois approuve la construction d'une usine de vapeur et d'électricité dans un espace vert de Hull, sur les rives de l'Outaouais, en dépit des recommandations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Le ministre de l'Environnement, Pierre Paradis, a lui-même demandé au conseil des ministres, mercredi, d'autoriser le projet de la compagnie américaine Indeck, qui veut produire de la vapeur et de l'électricité avec du gaz naturel.

Le conseil des ministres a rejeté la principale recommandation du BAPE, qui suggérait de construire l'usine de cogénération ailleurs

que dans l'espace vert de la Baie Squaw, pour des raisons de bruit et d'esthétique.

Des dizaines de groupes et de citoyens ont exprimé leur opposition au projet cet été, au cours des audiences publiques du BAPE, un organisme consultatif qui relève du ministère de l'Environnement. En tout, 51 mémoires ont été déposées, la plupart défavorables.

La société Indeck compte investir 159,4 millions de dollars dans la construction de la centrale électrique. L'usine utilisera du gaz naturel pour produire de la vapeur, qui sera acheminée par tuyaux aux usines des compagnies Papiers Scott et E.B. Eddy.

Une partie de la vapeur servira aussi à produire de l'électricité. Indeck a signé un contrat avec Hydro-Québec pour lui fournir

140 millions de watts, sur une période de 25 ans, à compter de 1994.

Le terrain de 12 hectares où sera érigée la centrale appartient à Hydro-Québec. Trois hectares ont déjà été loués à Indeck pour 25 ans. L'espace vert comprend une piste cyclable ainsi que des sentiers pour le ski de fond et la marche. Il est situé près d'habitations et d'édifices de l'Université du Québec.

De nombreux citoyens ont demandé que l'usine soit construite ailleurs parce qu'ils craignent que le niveau de bruit devienne intolérable. Le BAPE leur a donné raison dans son rapport rendu public la semaine dernière.

« C'est le vieux syndrome du « pas dans ma cour », a déclaré hier Denis Carmel, attaché de

presse de Robert Middlemiss, ministre responsable de l'Outaouais. Les gens en veulent tous (de l'usine), mais pas dans leur cour. Or, les autres sites proposés n'étaient pas réalistes. »

Le conseil des ministres demande à la compagnie Indeck de s'assurer que le bruit qui atteindra la maison la plus proche soit raisonnable, soit pas plus de 40 décibels (équivalent à une circulation automobile légère), ou « le niveau sonore minimal actuel augmenté de 1,2 décibel ».

Le gouvernement demande aussi les atténuations suivantes: un aménagement forestier pour former un écran; l'intégration architecturale pour ne pas défigurer l'endroit; la préservation de la piste cyclable; le respect des émanations d'oxyde d'azote sous la concentration maximale de 40

parties par million; l'installation d'une station de mesure des gaz polluants.

« Nous sommes déçus de voir que le gouvernement ne respecte pas la volonté des gens, exprimée au cours du processus démocratique des audiences publiques », a dit hier Daphna Castel, du groupe Au Courant, qui réclame un débat sur la politique énergétique.

Marc Bonhomme, de la Coalition outaouaise pour un débat public sur l'énergie, va dans le même sens: « Le gouvernement méprise l'avis de son organisme, le BAPE, dit-il. L'avis était pourtant très modéré. Le BAPE acceptait techniquement le projet mais rejetait le site choisi. La décision du conseil des ministres est un autre pas en arrière pour l'environnement et la démocratie. »

OUVERTURE DES MAGASINS À 8 H 30!

REVOICI LE COLOSSAL

DE 8 H 30 À 10 H!

LA BAIE VOUS
OFFRE UN
RABAIS
ÉQUIVALANT À LA
TPS

DE 8 H 30 À 10 H!
MEUBLES, APPAREILS
ÉLECTRONIQUES ET GROS
ÉLECTROMÉNAGERS
COMPRIS!

Exceptions: fragrances,
articles Liz Claiborne,
produits de beauté,
produits pharmaceutiques
et restaurants.

DE 8 H 30 À 10 H!

50 % DE RABAIS

★ CHEMISIERS
BAYCLUB
EN CAMBRAI
POUR FEMME
P.M.G. Ord. 28 \$
Solde d'un jour 14 \$ ch.
Interchangeables tout-aller,
rayon 191.

DE 8 H 30 À 10 H!

50 % DE RABAIS

★ PEIGNOIRS
EN TISSU-ÉPONGE
BROSSE POUR FILLE
Modèles choisis. Tailles
4 à 14. Ord. 17,99 \$ à 22,99 \$
Solde d'un jour
8,99 \$ à 11,49 \$ ch.

DE 8 H 30 À 10 H!

Solde d'un jour

49 ¢ ch.

★ CULOTTES
POUR FEMME
P.M.G. Ord. 1,66 \$ à 2,99 \$
Limite de 2 par personne.
Limite de 200 par magasin.

DE 8 H 30 À 10 H!

SUPERI 99 ¢ la paire

★ BOUCLES
D'OREILLES
ASSORTIES
Le choix varie
selon le magasin.
Bijoux mode, rayon 236.

DE 8 H 30 À 10 H!

33% DE RABAIS

★ FRIANDISES
POUR
L'HALLOWEEN
De Bond Kiddie.
Sacs de 600 g. Ord. 4,49 \$
Solde d'un jour 2,99 \$ ch.

DE 8 H 30 À 10 H!

25 % DE RABAIS*

★ CHAUSSURES
NATURALIZER
POUR FEMME

Nouveaux modèles
d'automne seulement.
*Sur le prix ordinaire.
Toutes les autres offres de chaussures
pour femme sont exceptées.

DE 8 H 30 À 10 H!

50 % DE RABAIS

★ TOUT-ALLER
NORTHERN SPIRIT
POUR HOMME

N° 91002. Ord. 54,99 \$
Solde d'un jour 27,49 \$ la paire.
Toutes les autres offres de chaussures
pour homme sont exceptées.

DE 8 H 30 À 10 H!

Solde d'un jour

999 \$ ch.

★ CHEMISES
DE VILLE
BRANNIGAN
POUR HOMME

3 \$ de rabais! Ord. 12,99 \$.

PROFITEZ DE LA
SEMAINE DE BÉBÉ
JUSQU'AU
DIMANCHE
24 OCTOBRE!

ACHATS
EN MAGASIN
SEULEMENT

DÉSOLÉS,
PAS DE BON
D'ACHAT
DIFFÉRÉ

LE SAMEDI 23 OCTOBRE SEULEMENT!

CORRECTION

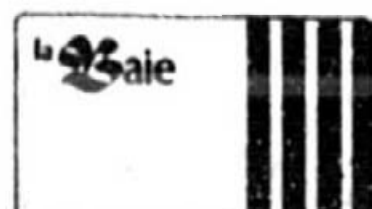
Veuillez prendre note de la correction suivante à apporter à notre cahier SOLDE DE BLANC (roto 9.3b), publié en octobre 1993.

PAGE 15. Article 3. On aurait dû lire:
Ensemble de 6 verres à vin.

NOTRE CLIENTÈLE VOUDRA BIEN
EXCUSER CETTE ERREUR.

LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson



L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX